



Convention-cadre sur les changements climatiques

Distr. générale
21 septembre 2015
Français
Original : anglais

Organe subsidiaire de mise en œuvre

Quarante-troisième session

Paris, 30 novembre-11 décembre 2015¹

Point 15 a) de l'ordre du jour provisoire

Questions administratives, financières et institutionnelles

Exécution du budget de l'exercice biennal 2014-2015

Exécution du budget de l'exercice biennal 2014-2015 au 30 juin 2015

Note de la Secrétaire exécutive

Résumé

Le présent document rend compte de l'exécution du budget des fonds d'affectation spéciale administrés par le secrétariat au cours des dix-huit premiers mois de l'exercice biennal 2014-2015. Il a pour objet d'informer les Parties de l'état des recettes et des dépenses ainsi que des résultats obtenus au 30 juin 2015. À cette date, 36,6 millions d'euros avaient été reçus, soit 77,2 % du montant indicatif total des contributions au budget de base attendues pour 2014. Les contributions volontaires reçues se chiffraient à 5,3 millions de dollars des États-Unis au titre du Fonds d'affectation spéciale pour la participation au processus de la Convention et à 24 millions de dollars au titre du Fonds d'affectation spéciale pour les activités complémentaires. À ce stade, 75,8 % environ du budget de base pour 2014-2015 avaient été dépensés. Au total, 30 millions de dollars avaient été affectés à différents projets au titre du Fonds d'affectation spéciale pour les activités complémentaires et 8,1 millions de dollars avaient été dépensés au titre du Fonds d'affectation spéciale pour la participation au processus de la Convention afin de permettre aux Parties remplissant les conditions requises de prendre part aux sessions. Ce document contient aussi des informations sur la situation du Fonds d'affectation spéciale du mécanisme pour un développement propre, du Fonds d'affectation spéciale pour le relevé international des transactions et du Fonds d'affectation spéciale pour la contribution annuelle spéciale du Gouvernement allemand et sur les dépenses d'appui aux programmes. Il fournit enfin des renseignements sur les ressources humaines et sur l'exécution des programmes.

¹ Les dates exactes devront être confirmées.



Table des matières

	<i>Paragraphes</i>	<i>Page</i>
I. Introduction.....	1–3	3
A. Mandat	1	3
B. Objet de la note	2	3
C. Mesures que pourrait prendre l'Organe subsidiaire de mise en œuvre	3	3
II. Rapport sur les recettes et les dépenses	4–25	3
A. Fonds d'affectation spéciale pour le budget de base de la Convention	4–9	3
B. Fonds d'affectation spéciale pour la participation au processus de la Convention	10–12	6
C. Fonds d'affectation spéciale pour les activités complémentaires.....	13–16	8
D. Fonds d'affectation spéciale du mécanisme pour un développement propre ..	17–18	9
E. Fonds d'affectation spéciale pour le relevé international des transactions ...	19–20	9
F. Fonds d'affectation spéciale pour la contribution annuelle spéciale du Gouvernement allemand (Fonds de Bonn)	21–22	10
G. Dépenses d'appui aux programmes	23–25	11
III. Exécution des programmes	26–99	12
A. Faits saillants	28–36	13
B. Direction exécutive et gestion.....	37–43	14
C. Atténuation, données et analyse	44–48	15
D. Financement, technologie et renforcement des capacités	49–52	16
E. Adaptation	53–55	18
F. Mécanismes pour un développement durable	56–61	19
G. Affaires juridiques	62–68	20
H. Services des affaires de la Conférence	69–76	21
I. Communications et sensibilisation	77–85	23
J. Services des technologies de l'information	86–92	24
K. Services administratifs.....	93–99	25
IV. Informations supplémentaires	100	26
Annexes		
I. Human resources: staff.....		27
II. Projects and events funded from the Trust Fund for Supplementary Activities in the biennium 2014-2015		30
III. Programme performance data for the period from 1 January 2014 to 30 June 2015.....		35

I. Introduction

A. Mandat

1. La Conférence des Parties et la Conférence des Parties agissant comme réunion des Parties au Protocole de Kyoto (CMP) ont, dans les décisions 27/CP.19 et 10/CMP.9, approuvé le budget-programme de l'exercice biennal 2014-2015. La Conférence des Parties a prié la Secrétaire exécutive de lui faire rapport sur les recettes et l'exécution du budget et de proposer tout ajustement qu'il pourrait être nécessaire d'apporter au budget-programme.

B. Objet de la note

2. Le présent document fait le point des recettes et de l'exécution du budget des fonds d'affectation spéciale administrés par le secrétariat au 30 juin 2015. Il convient de le lire en parallèle avec le document FCCC/SBI/2013/6/Add.1, où figure le programme de travail biennal du secrétariat pour 2014-2015, et le document FCCC/SBI/2015/INF.17 sur l'état des contributions au 15 novembre 2015. Il contient aussi des renseignements sur les ressources humaines et l'exécution des programmes.

C. Mesures que pourrait prendre l'Organe subsidiaire de mise en œuvre

3. L'Organe subsidiaire de mise en œuvre (SBI) pourrait prendre note des renseignements présentés et arrêter les mesures à prévoir dans les projets de décision sur les questions administratives et financières qui seront soumis pour adoption à la Conférence des Parties à sa vingt et unième session et à la CMP à sa onzième session.

II. Rapport sur les recettes et les dépenses

A. Fonds d'affectation spéciale pour le budget de base de la Convention

4. Dans les décisions mentionnées au paragraphe 1 ci-dessus, la Conférence des Parties et la CMP ont approuvé un budget total de 54,6 millions d'euros pour l'exercice biennal 2014-2015 (voir le tableau 1).

Tableau 1
**Budget-programme de base approuvé et recettes
pour l'exercice biennal 2014-2015**

	2014 (EUR)	2015 (EUR)	Total (EUR)
Dépenses afférentes aux programmes	23 456 787	24 644 318	48 101 105
Dépenses d'appui aux programmes	3 049 387	3 203 761	6 253 148
Ajustement de la réserve de trésorerie	182 852	111 379	294 231
Total du budget-programme de base approuvé	26 689 026	27 959 458	54 648 484
Contributions selon le barème indicatif	24 522 088	25 792 520	50 314 608
Solde inutilisé des contributions d'exercices antérieurs (report)	1 400 000	1 400 000	2 800 000

	2014 (EUR)	2015 (EUR)	Total (EUR)
Contributions du gouvernement du pays hôte	766 938	766 938	1 533 876
Total des recettes	26 689 026	27 959 458	54 648 484

5. Le tableau 2 fait apparaître les recettes effectives du Fonds d'affectation spéciale pour le budget de base de la Convention pour les dix-huit premiers mois de l'exercice biennal, soit 48,7 millions d'euros. Ce montant comprend pour l'essentiel 36,6 millions d'euros de contributions versées selon le barème indicatif par les Parties pour 2014-2015, un solde de fonds provenant d'exercices financiers antérieurs (report de l'exercice 2012-2013) de 9,8 millions d'euros et des contributions volontaires du gouvernement du pays hôte de 1,5 million d'euros.

Tableau 2
Recettes du budget de base au 30 juin 2015

	2014-2015 (EUR)
Report de l'exercice 2012-2013 ^{a, b}	9 789 287
Montant indicatif des contributions pour 2014-2015 – Convention	25 623 174
Montant indicatif des contributions pour 2014-2015 – Protocole de Kyoto	11 023 424
Contributions volontaires du gouvernement du pays hôte	1 533 876
Contributions pour des années ultérieures reçues à l'avance ^a	22 293
Recettes accessoires et économies sur des exercices antérieurs ^{a, c}	676 544
Total des recettes^d	48 668 598

^a Le taux de change retenu le cas échéant (1 dollar É.-U. = 0,894 euro) est le taux de change officiel de l'ONU au 30 juin 2015.

^b La Conférence des Parties, par sa décision 27/CP.19, a approuvé un prélèvement de 2,8 millions d'euros sur les soldes ou contributions inutilisés (reports) d'exercices financiers antérieurs afin de couvrir une partie du budget de l'exercice biennal 2014-2015.

^c Les intérêts accumulés au 30 juin 2015 n'avaient pas encore été versés sur les comptes au moment de l'établissement du présent document.

^d La réserve de trésorerie s'établit à 2 311 391 euros.

6. Au 30 juin 2015, sur les 196 Parties à la Convention et sur les 192 Parties au Protocole de Kyoto, 125 n'avaient pas versé leur contribution pour 2015.

7. Le tableau 3 fait apparaître le budget de base approuvé pour 2014-2015 par programme ainsi que les dépenses pour les dix-huit premiers mois de l'exercice biennal. Au 30 juin 2015, les dépenses se chiffraient à 36,5 millions d'euros, soit 75,8 % du budget de base approuvé pour 2014.

Tableau 3
Budget de base approuvé pour 2014-2015 et dépenses par programme au 30 juin 2015

	Budget (EUR)	Dépenses (EUR)	Dépenses en pourcentage au budget approuvé
<i>A. Programme</i>			
Direction exécutive et gestion	4 522 930	3 335 255	73,7
Atténuation, données et analyses	14 708 499	9 945 242	67,6

	Budget (EUR)	Dépenses (EUR)	Dépenses en pourcentage au budget approuvé
Financement, technologie et renforcement des capacités	5 604 480	4 282 899	76,4
Adaptation	4 944 488	3 611 463	73,0
Mécanismes pour un développement durable	1 104 348	798 320	72,3
Affaires juridiques	2 675 020	1 706 768	63,8
Services des affaires de la Conférence	3 443 762	2 877 572	83,6
Communication et sensibilisation	3 222 180	2 288 001	71,0
Services liés aux technologies de l'information	5 898 825	4 792 211	81,2
<i>B. Dépenses de fonctionnement à l'échelle du secrétariat^a</i>	3 331 667	2 830 653	85,0
Total partiel (A + B)	49 456 199	36 468 384	73,7
Moins : Dividende exceptionnel d'efficacité	1 355 094		
Total^b	48 101 105	36 468 384	75,8

^a Les dépenses de fonctionnement à l'échelle du secrétariat sont gérées par le programme des services administratifs.

^b Non compris les dépenses d'appui aux programmes et l'ajustement de la réserve de trésorerie.

8. Le tableau 4 présente le budget de base approuvé pour 2014-2015 et les dépenses au 30 juin 2015 par objet de dépense. Les « dépenses de personnel » comprennent les traitements et les dépenses communes de personnel, les traitements du personnel engagé pour une période de courte durée et du personnel temporaire ainsi que le coût des heures supplémentaires. Les concours extérieurs (particuliers et institutions) sont groupés sous la rubrique « consultants ». Les frais de voyage du personnel envoyé en mission sont dissociés de ceux des experts participant à des ateliers et à des consultations informelles. Les « frais généraux de fonctionnement » comprennent les paiements de biens et de services aux fournisseurs et d'autres dépenses courantes (services de télécommunications, etc.). Les « subventions et contributions » englobent les sommes versées pour la gestion des locaux de Bonn à l'Unité centrale chargée des services communs, qui fournit des services logistiques et administratifs au secrétariat, ainsi que la contribution annuelle au budget du Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC).

Tableau 4

**Budget de base approuvé pour 2014-2015 et dépenses par objet de dépense
au 30 juin 2015**

Objet de dépense	Budget (EUR)	Dépenses (EUR)	Dépenses en pourcentage au budget approuvé
Dépenses de personnel	37 007 614	26 275 721	71,0
Consultants	1 827 728	2 266 021	124,0
Groupes d'experts	2 316 885	1 102 627	47,6
Frais de voyage du personnel	1 489 512	1 091 508	73,3
Frais généraux de fonctionnement	5 136 183	4 282 737	83,4
Subventions et contributions	1 678 277	1 449 770	86,4
Total partiel	49 456 199	36 468 384	73,7

<i>Objet de dépense</i>	<i>Budget (EUR)</i>	<i>Dépenses (EUR)</i>	<i>Dépenses en pourcentage au budget approuvé</i>
Moins : Dividende exceptionnel d'efficacité	1 355 094		
Total^a	48 101 105	36 468 384	75,8

^a Les dépenses de fonctionnement à l'échelle du secrétariat sont gérées par le programme des services administratifs.

9. Les seules dépenses qui soient restées en deçà du taux d'exécution idéal de 75 % au 30 juin 2015 si l'on tient compte du dividende exceptionnel d'efficacité de 3 % sont les dépenses de personnel et les frais de voyage du personnel. Les dépenses de personnel devraient augmenter dans les six prochains mois du fait du règlement des indemnités pour frais d'études pour l'année scolaire et universitaire 2014-2015. Les dépenses de consultants ont déjà dépassé la cible d'exécution de 100 %, ce qui tient au fait qu'il a été fait appel à un nombre plus élevé que prévu de consultants et de missions de conseil institutionnelles en 2014-2015. Les dépenses liées aux groupes d'experts sont peu importantes en raison d'une demande d'experts plus réduite pour les examens des inventaires de gaz à effet de serre (GES) soumis par les Parties visées à l'annexe I de la Convention (Parties visées à l'annexe I) du fait de retards dans la mise au point du logiciel CRF Reporter. Le taux élevé d'exécution constaté au titre des frais de voyage du personnel est proportionnel au nombre de réunions et d'ateliers organisés hors du secrétariat au cours de la période considérée. La subvention au GIEC a déjà été réglée pour l'ensemble de l'exercice biennal ainsi que les dépenses relatives au service d'information des Nations Unies à Bonn. Par conséquent, le pourcentage de dépenses au titre des « subventions et contributions » dépasse le taux idéal de 50 %.

B. Fonds d'affectation spéciale pour la participation au processus de la Convention

10. Le Fonds d'affectation spéciale pour la participation au processus de la Convention soutient financièrement, à l'aide de contributions volontaires, la participation de représentants des pays en développement parties et des pays parties en transition sur le plan économique qui remplissent les conditions requises aux sessions de la Conférence des Parties, de la CMP et de leurs organes subsidiaires. Il s'agit de Parties dont le produit intérieur brut (PIB) par habitant ne dépassait pas 14 000 dollars des États-Unis en 2011 d'après les statistiques publiées par la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement. Ce plafond est porté à 18 000 dollars pour les petits États insulaires en développement et pour les Parties dont des représentants siègent au Bureau. Les Parties qui sont membres de l'Union européenne n'ont pas la possibilité de bénéficier de ce soutien, quel que soit leur PIB par habitant.

11. Le tableau 5 fait apparaître les recettes et les dépenses au titre du Fonds d'affectation spéciale pour la participation au processus de la Convention au 30 juin 2015. Les contributions volontaires reçues par le secrétariat au cours de la période considérée se sont établies à 5,3 million de dollars. Compte tenu des contributions reçues à ce jour, ainsi que du solde reporté de l'exercice 2012-2013, des intérêts et des recettes accessoires, les recettes totalisent 11,5 millions de dollars.

12. Les dépenses engagées au cours des dix-huit premiers mois de l'exercice biennal 2014-2015 pour couvrir la participation de représentants des Parties remplissant les conditions requises à six sessions se sont chiffrées à 8,1 millions de dollars, ce qui laisse un solde positif de 2,8 millions de dollars, non compris la réserve opérationnelle

de 0,5 million de dollars. Ce solde, auquel pourraient s'ajouter d'autres contributions volontaires éventuelles au Fonds d'affectation spéciale, servira à financer la participation de représentants des Parties remplissant les conditions requises aux deux sessions supplémentaires du Groupe de travail spécial de la plateforme de Durban (ADP) pour une action renforcée et à la vingt et unième session de la Conférence des Parties et à la onzième session de la CMP. Les contributions volontaires reçues en 2014 et en 2015 se chiffraient à 4,6 millions de dollars au 30 juin 2015. Des contributions supplémentaires seront nécessaires pour financer la participation de représentants des Parties remplissant les conditions requises en 2015. Les Parties pouvant prétendre à un financement qui sont en mesure de le faire peuvent choisir de ne pas solliciter un soutien financier auprès du Fonds d'affectation spéciale pour la participation au processus de la Convention. Cela permettrait d'allouer les fonds disponibles aux Parties ayant le plus besoin d'un soutien.

Tableau 5

Situation du Fonds d'affectation spéciale pour la participation au processus de la Convention au 30 juin 2015

(En dollars des États-Unis)

<i>Recettes</i>	
Report de l'exercice 2012-2013	4 826 768
Contributions volontaires reçues en 2014-2015	5 279 613
Intérêts ^a	17 963
Recettes accessoires	1 358 264
Total des recettes	11 482 608
<i>Dépenses</i>	
Frais de voyage de 181 participants à la deuxième session de l'ADP (4 ^e partie) . .	752 031
Frais de voyage de 207 participants à la quarantième session du SBI, à la quarantième session du SBSTA et à la deuxième session de l'ADP (5 ^e partie)	1 348 239
Frais de voyage de 193 participants à la deuxième session de l'ADP (6 ^e partie) . .	808 453
Frais de voyage de 322 participants à la vingtième session de la Conférence des Parties et à la dixième session de la CMP	2 126 982
Frais de voyage de 197 participants à la deuxième session de l'ADP (8 ^e partie) . .	1 034 348
Frais de voyage de 206 participants à la quarante-deuxième session du SBI, à la quarante-deuxième session du SBSTA et à la deuxième session de l'ADP (7 ^e partie)	1 112 634
Dépenses d'appui aux programmes	933 749
Total des dépenses	8 116 436
À déduire : Réserve de trésorerie	520 887
Solde	2 845 285

Abréviations : ADP = Groupe de travail spécial de la plateforme de Durban pour une action renforcée, SBI = Organe subsidiaire de mise en œuvre, SBSTA = Organe subsidiaire de conseil scientifique et technologique.

^a Les intérêts accumulés au 30 juin 2015 pour le premier semestre 2015 n'avaient pas encore été versés sur les comptes au moment de l'établissement du présent document.

C. Fonds d'affectation spéciale pour les activités complémentaires

13. Plusieurs activités de base continuent d'être financées par les contributions volontaires des Parties au Fonds d'affectation spéciale pour les activités complémentaires, ce qui permet au secrétariat d'exécuter plus efficacement le programme de travail de l'exercice biennal en cours, y compris l'appui aux négociations dans le cadre de l'ADP.

14. Le tableau 6 indique les recettes et les dépenses du Fonds d'affectation spéciale pour les activités complémentaires au 30 juin 2015.

15. Des contributions volontaires d'un montant de 24 millions de dollars ont été reçues au cours de la période considérée. Parmi les autres sources de recettes du Fonds d'affectation spéciale pour les activités complémentaires, il convient de mentionner le solde reporté de l'exercice biennal 2012-2013, les droits et redevances perçus au titre de l'application conjointe, les remboursements aux donateurs, les intérêts créditeurs et les recettes accessoires, soit 61,7 millions de dollars au total au 30 juin 2015.

16. Les dépenses engagées au titre du Fonds d'affectation spéciale pour les activités complémentaires se chiffraient à 30 millions de dollars au 30 juin 2015. Le solde inutilisé de 29,3 millions de dollars ainsi que toutes les autres contributions volontaires éventuellement reçues serviront à financer les projets et activités en cours (figurant au tableau 16), notamment des projets menés dans de multiples domaines au titre de la Convention et du Protocole de Kyoto (adaptation, financement de l'action climatique, établissement de rapports, appui aux négociations, technologie, etc.). Les recettes disponibles au titre du Fonds d'affectation spéciale pour les activités complémentaires ne sont pas toutes allouées à des projets. Certaines sont conservées à la demande des Parties donatrices pour être affectées ultérieurement.

Tableau 6

Situation du Fonds d'affectation spéciale pour les activités complémentaires au 30 juin 2015

(En dollars des États-Unis)

<i>Recettes</i>	
Report de l'exercice 2012-2013	42 104 203
Contributions volontaires reçues en 2014-2015	24 018 689
Droits et redevances au titre de l'application conjointe	36 600
Intérêts ^a	152 916
Remboursements aux donateurs	(420 913)
Recettes accessoires ^b	(4 150 859)
Total des recettes	61 740 635
<i>Dépenses</i>	
Dépenses	26 779 115
Dépenses d'appui aux programmes	3 189 663
Total des dépenses	29 968 777
À déduire : Réserve de trésorerie	2 500 000
Solde	29 271 858

^a Les intérêts accumulés au 30 juin 2015 pour le premier semestre 2015 n'avaient pas encore été versés sur les comptes au moment de l'établissement du présent document.

^b Y compris les transferts au Fonds d'affectation spéciale pour la participation au processus de la Convention, les économies réalisées sur des exercices antérieurs, et des pertes dues aux fluctuations monétaires d'un montant de 3,2 millions de dollars.

D. Fonds d'affectation spéciale du mécanisme pour un développement propre

17. Le tableau 7 indique les recettes et les dépenses du Fonds d'affectation spéciale du mécanisme pour un développement propre au 30 juin 2015. Les recettes pour l'exercice biennal 2014-2015, d'un montant de 208,9 millions de dollars, comprennent principalement le solde des fonds reporté de l'exercice précédent, de 193,9 millions de dollars, et des droits et redevances perçus au titre du mécanisme pour un développement propre (MDP) de 14,6 millions de dollars.

18. Au 30 juin 2015, les dépenses engagées se montaient à 44 millions de dollars, ce qui laissait un solde inutilisé de 164,9 millions de dollars, ou 119,9 millions de dollars après comptabilisation de la réserve de trésorerie de 45 millions de dollars. Le Conseil exécutif du MDP suit la situation de près, en particulier dans l'optique d'un fonctionnement durable du MDP à l'avenir, et rendra compte à la CMP.

Tableau 7

Situation du Fonds d'affectation spéciale du mécanisme pour un développement propre au 30 juin 2015

(En dollars des États-Unis)

<i>Recettes</i>	
Report de l'exercice 2012-2013	193 940 704
Droits et redevances perçus au titre du mécanisme pour un développement propre	14 648 168
Intérêts ^a	1 104 946
Remboursements de droits et redevances	(999 398)
Recettes accessoires ^b	175 038
Total des recettes	208 869 458
<i>Dépenses</i>	
Dépenses	39 185 468
Dépenses d'appui aux programmes	4 820 029
Total des dépenses	44 005 498
À déduire : Réserve de trésorerie	45 000 000
Solde	119 863 960

^a Les intérêts accumulés au 30 juin 2015 pour le premier semestre 2015 n'avaient pas encore été versés sur les comptes au moment de l'établissement du présent document.

^b Y compris les économies réalisées sur des exercices antérieurs.

E. Fonds d'affectation spéciale pour le relevé international des transactions

19. Les recettes du Fonds d'affectation spéciale pour le relevé international des transactions au 30 juin 2015 sont présentées au tableau 8. Elles se chiffraient à 11,5 millions d'euros pour 2014-2015 et comprenaient pour l'essentiel 6,6 millions

d'euros reportés de l'exercice biennal précédent et 4,8 millions d'euros de droits d'utilisation, soit 86,8 % des droits à percevoir en 2014-2015.

Tableau 8

Recettes du Fonds d'affectation spéciale pour le relevé international des transactions au 30 juin 2015

(En euros)

<i>Recettes</i>	
Report de l'exercice 2012-2013 ^a	6 584 441
Droits d'utilisation du relevé international des transactions pour 2014-2015	4 755 618
Recettes accessoires et économies réalisées sur des exercices antérieurs ^{a, b}	194 254
Total des recettes^c	11 534 313

^a Le taux de change retenu le cas échéant (1 dollar É.-U. = 0,894 euro) est le taux de change officiel de l'ONU au 30 juin 2015.

^b Les intérêts accumulés au 30 juin 2015 n'avaient pas encore été versés sur les comptes au moment de l'établissement du présent document.

^c La réserve de trésorerie s'établit à 227 970 euros.

20. Le tableau 9 fait apparaître le budget approuvé pour 2014-2015 par objet de dépense ainsi que les dépenses engagées au titre du Fonds d'affectation spéciale pour le relevé international des transactions au 30 juin 2015. Pour des renseignements plus détaillés sur l'exécution du budget du relevé international des transactions (RIT), voir le rapport annuel de l'administrateur du RIT établi en application du Protocole de Kyoto.

Tableau 9

Budget approuvé pour 2014-2015 et dépenses engagées au titre du Fonds d'affectation spéciale pour le relevé international des transactions par objet de dépense au 30 juin 2015

	<i>Budget (EUR)</i>	<i>Dépenses (EUR)</i>	<i>Dépenses en pourcentage du budget approuvé</i>
Dépenses de personnel	1 467 460	943 657	64,3
Services contractuels et consultants	3 032 806	2 295 430	75,7
Groupes d'experts	20 000	17 480	87,4
Frais de voyage du personnel	50 000	3 628	7,3
Frais généraux de fonctionnement et contributions aux services communs	281 000	87 500	31,1
Total^a	4 851 266	3 347 694	69,0

^a Non compris les dépenses d'appui aux programmes et l'ajustement de la réserve de trésorerie.

F. Fonds d'affectation spéciale pour la contribution annuelle spéciale du Gouvernement allemand (Fonds de Bonn)

21. En offrant d'accueillir le secrétariat de la Convention à Bonn, le Gouvernement allemand s'est engagé à verser au secrétariat une contribution annuelle spéciale de 1,8 million d'euros. Au 30 juin 2015, la contribution pour 2014-2015 avait été intégralement versée. Les contributions au Fonds d'affectation spéciale pour la

contribution annuelle spéciale du Gouvernement allemand (Fonds de Bonn) ont été utilisées pour couvrir les frais d'organisation des sessions qui ont eu lieu à Bonn pendant la période considérée.

22. Le tableau 10 fait apparaître les recettes et les dépenses du Fonds de Bonn en 2014-2015 à la date du 30 juin 2015. Déduction faite de dépenses totalisant 3,4 millions d'euros, du remboursement au donateur et de la réserve de trésorerie, le solde inutilisé du fonds se chiffre à 205 117 euros, montant qui devrait être intégralement dépensé d'ici à la fin de 2015.

Tableau 10

Situation du Fonds de Bonn au 30 juin 2015

(En euros)

<i>Recettes</i>	
Report de l'exercice 2012-2013 ^a	294 036
Contributions	3 579 044
Recette accessoires, économies réalisées sur des exercices antérieurs ^{a, b}	1 604
Total des recettes	3 874 684
<i>Dépenses</i>	
Appui aux conférences	2 452 975
Appui informatique aux conférences	465 797
Part des coûts liés aux services communs	68 424
Dépenses d'appui aux programmes	388 335
Total des dépenses	3 375 531
À déduire : Remboursement au donateur	25 836
À déduire : Réserve de trésorerie	268 200
Solde	205 117

^a Le taux de change retenu le cas échéant (1 dollar É.-U. = 0,894 euro) est le taux de change officiel de l'ONU au 30 juin 2015.

^b Les intérêts accumulés au 30 juin 2015 n'avaient pas encore été versés sur les comptes au moment de l'établissement du présent document.

G. Dépenses d'appui aux programmes

23. En application des procédures financières de l'ONU, des frais généraux (13 %) sont prélevés sur tous les fonds d'affectation spéciale de la Convention pour financer les services administratifs. La plupart de ces services sont assurés par le secrétariat (programme « Services administratifs »). Les services centraux – vérification des comptes, états de paie, placements des fonds, services de trésorerie et services liés à l'administration de la justice – fournis par l'ONU doivent être remboursés à l'Organisation.

24. Le tableau 11 indique l'état des dépenses d'appui aux programmes. Au 30 juin 2015, les recettes se chiffraient à 32,1 millions de dollars et comprenaient un report de fonds de 16,2 millions de dollars de l'exercice biennal précédent, des recettes au titre des dépenses d'appui aux programmes de 15,7 millions de dollars et des recettes accessoires de 226 103 dollars.

25. Au cours de la période considérée, 16 750 000 dollars ont été utilisés pour financer les dépenses de personnel et d'autres frais. Ce montant inclut l'essentiel des sommes dues au titre des services rendus par l'Office des Nations Unies à Genève (ONUG) pour le second semestre de 2013 et pour toute l'année 2014, mais au 30 juin 2015 les sommes dues à ce titre pour les six premiers mois de 2014 n'avaient pas encore été payées. Déduction faite de la réserve de trésorerie de 2 010 000 dollars, le solde inutilisé du compte spécial des dépenses d'appui aux programmes s'établit à 13,3 millions de dollars. Il est à noter que le solde de ce fonds spécial a diminué car les dépenses au 30 juin 2015 ont été supérieures d'un million de dollars aux recettes perçues à la même date. Les causes de cette baisse sont notamment la décision de financer sur ce fonds quatre postes qui étaient imputés sur le budget de base, décision prise lors de l'approbation du budget de 2014-2015, la mise en œuvre des Normes comptables internationales pour le secteur public, et la préparation du passage au nouveau progiciel de gestion intégré de l'ONU, Umoja.

Tableau 11

**Situation du compte spécial des dépenses d'appui aux programmes
au 30 juin 2015**

(En dollars des États-Unis)

<i>Recettes</i>	
Report de l'exercice 2012-2013	16 183 618
Montant prélevé sur les fonds d'affectation spéciale au titre des dépenses d'appui aux programmes.	15 701 295
Recettes accessoires, intérêts, économies réalisées sur des exercices antérieurs . .	226 103
Total des recettes	32 111 016
<i>Dépenses</i>	
Dépenses de personnel du secrétariat	12 154 024
Autres dépenses du secrétariat	3 395 051
Services rendus par l'Organisation des Nations Unies	1 200 997
Total des dépenses	16 750 072
À déduire : Réserve de trésorerie	2 016 932
Solde^a	13 334 012

^a Les intérêts accumulés au 30 juin 2015 n'avaient pas encore été versés sur les comptes au moment de l'établissement du présent document.

III. Exécution des programmes

26. L'exécution des programmes repose sur le programme de travail de l'exercice biennal 2014-2015 et sur les mandats confiés au secrétariat après la présentation de ce programme de travail. Il convient donc de lire ce chapitre en parallèle avec le document FCCC/SBI/2013/6/Add.1, qui présente les grandes lignes du programme de travail.

27. Les sections ci-après donnent un bref aperçu des fonctions liées à chaque programme, indiquent si les résultats attendus du programme de travail de l'exercice biennal sont en passe d'être obtenus et récapitulent les activités qui ont contribué à l'accomplissement des objectifs assignés au secrétariat.

A. Faits saillants

28. La Secrétaire exécutive a exercé son autorité pour répondre aux impératifs conjugués des restrictions et baisses budgétaires, et à la nécessité d'améliorer l'efficacité et la productivité. Comme suite aux recommandations des Parties, des dispositions ont été prises notamment pour réduire les dépenses de personnel (en gérant les postes vacants et en gelant ou supprimant des postes), réduire les autres dépenses et prendre d'autres mesures au besoin. Le secrétariat a donc sensiblement progressé dans l'adaptation de ses ressources à l'évolution des besoins de la Convention et du Protocole de Kyoto, notamment en restructurant et en diminuant les ressources prévues à l'appui des mécanismes fondés sur le marché et en rationalisant les services de technologies de l'information et de la communication (TIC). Il a continué de mener des initiatives ciblées pour améliorer l'efficacité et l'utilité de certains projets dans divers secteurs d'activité, notamment les achats et l'appui aux examens des inventaires de GES, aux rapports biennaux et aux communications nationales.

29. Le secrétariat a assuré un appui stratégique et logistique aux négociations du GIEC et aux organes créés en vertu de la Convention et du Protocole de Kyoto au cours des dix-huit premiers mois de l'exercice biennal 2014-2015, concernant :

- a) 1 session de la Conférence des Parties et 1 session de la CMP à Lima (Pérou), auxquelles ont assisté 11 222 participants;
- b) 3 sessions du SBI et 3 sessions de l'Organe subsidiaire de conseil scientifique et technologique (SBSTA);
- c) 6 sessions de l'ADP;
- d) 127 réunions d'organes constitués et d'ateliers à Bonn (Allemagne) et dans d'autres pays.

30. Lancé en janvier 2015, le portail des acteurs non étatiques pour l'action climatique² présente les mesures auxquelles s'engagent les entreprises, les villes, les régions au niveau national et les investisseurs pour faire face aux changements climatiques et créer un élan favorable à l'adoption d'un accord universel sur le climat à la vingt et unième session de la Conférence des Parties et à la onzième session de la CMP à Paris (France).

31. Le secrétariat a appuyé l'élaboration du texte de négociation communiqué à la huitième partie de la deuxième session de l'ADP (ci-après « le texte de Genève ») et celle du texte de synthèse harmonisé issu des travaux de la neuvième partie de la deuxième session de l'ADP conformément aux règles de droit et de procédure applicables et à la pratique établie.

32. Une structure en ligne a été créée pour faciliter la communication des contributions prévues définies au niveau national (CPDN)³ de toutes les Parties et le secrétariat a organisé, en coopération avec le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD), des dialogues régionaux pour aider les pays à élaborer leurs CPDN.

33. Le secrétariat a achevé de coordonner l'examen technique de la première phase du processus d'évaluation et d'examen au niveau international pour les Parties visées à l'annexe I. Dans le cadre de ce processus, une évaluation multilatérale de l'exécution par ces Parties de leurs objectifs à l'échelle de l'économie a été menée pour la première fois à la quarante et unième session du SBI concernant 17 Parties,

² <http://climateaction.unfccc.int>.

³ http://unfccc.int/focus/inc_portal/items/8766.php.

suivie d'une deuxième évaluation à la quarante-deuxième session du SBI concernant 24 Parties.

34. Le secrétariat a aidé à réaliser la première évaluation biennale faisant le point des flux financiers dans le domaine de l'action en faveur du climat, et le cinquième examen du Mécanisme financier.

35. La poursuite des efforts du secrétariat visant à mobiliser un grand nombre de parties prenantes à l'appui du programme de travail de Nairobi sur les incidences des changements climatiques et la vulnérabilité et l'adaptation à ces changements a permis une augmentation du nombre des organisations partenaires et des engagements pris par celles-ci.

36. L'« espace de nouvelles »⁴ a été mis en place : il permet de rendre compte efficacement des succès de la Convention et de la mobilisation des gouvernements, des entreprises et de la société civile en faveur du climat à l'échelle planétaire.

B. Direction exécutive et gestion

37. Le programme « Direction exécutive et gestion » a pour fonctions de définir une orientation stratégique, de garantir la cohérence globale des travaux du secrétariat et d'entretenir une coopération et des partenariats stratégiques avec d'autres organisations, dont celles du système des Nations Unies, et avec les principaux acteurs du processus relatif aux changements climatiques.

38. Au cours de la période considérée, le programme s'est attaché principalement à donner l'impulsion et à assurer le soutien nécessaires pour qu'un document final solide soit obtenu à l'issue de la vingt et unième session de la Conférence des Parties et de la onzième session de la CMP, qui marquent une étape importante dans l'histoire du processus relatif aux changements climatiques. À cet égard, le programme a coordonné l'appui du secrétariat aux négociations sur le document final de Paris, notamment en organisant et en appuyant quatre sessions de l'ADP en 2014 et deux autres en février et en juin 2015. Il a aussi coordonné les orientations techniques concernant l'appui aux négociations à l'échelle du secrétariat, ainsi que l'exécution d'activités prioritaires, dont la coordination de la mobilisation du financement, l'évolution du système de transparence, l'appui concernant les CPDN et le perfectionnement des instruments économiques à l'appui de l'action climatique. Il a conçu et mis en place au niveau du secrétariat des solutions innovantes, notamment pour améliorer la recherche des possibilités d'atténuation pour l'avant-2020 dans le contexte de l'ADP, et poursuivre le développement du portail des acteurs non étatiques pour l'action climatique.

39. En étroite coopération avec les présidences de la vingtième session de la Conférence des Parties et de la dixième session de la CMP et de la vingt et unième session de la Conférence des Parties et de la onzième session de la CMP, le programme a aussi mené des efforts importants pour promouvoir la mobilisation en faveur du climat tant aux échelons national, régional et local, que de la part des acteurs non étatiques. Il a soutenu énergiquement le programme d'action Lima-Paris, initiative conjointe des Gouvernements péruvien et français, du Cabinet du Secrétariat général et du secrétariat. Le programme d'action Lima-Paris vise à accélérer l'action dans le domaine climatique sur le terrain avant 2020 et associe des acteurs tant étatiques que non étatiques agissant soit par eux-mêmes, soit dans le cadre de partenariats qui dépassent les cadres institutionnels habituels. En outre, la Secrétaire exécutive a participé à des manifestations organisées par la présidence française en

⁴ newsroom.unfccc.int.

vue de coopérer avec des acteurs issus des groupes vulnérables, du monde des affaires et de groupes confessionnels.

40. Au cours de la période considérée, le secrétariat a continué de participer activement à un certain nombre d'activités au sein du système des Nations Unies, dans le cadre du groupe de travail sur les changements climatiques du Comité de haut niveau sur les programmes et de l'équipe spéciale du système sur le programme de développement des Nations Unies pour l'après-2015, et à l'appui de l'équipe de soutien sur les changements climatiques du Secrétaire général.

41. Le programme a aussi apporté un soutien stratégique et organisationnel aux présidents et au Bureau de la Conférence et de la CMP. Pendant la période considérée, quatre réunions du Bureau ont été organisées, ainsi qu'une série de réunions avec les futures présidences (France et Maroc). Un appui a été fourni concernant tous les aspects de l'organisation de réunions intergouvernementales qui abordent notamment l'évolution future et l'efficacité du processus intergouvernemental de la Convention.

42. En ce qui concerne le développement du secrétariat sur le plan institutionnel, des efforts significatifs ont été faits au premier semestre de cette année pour en adapter les ressources compte tenu de l'évolution des marchés de droits d'émissions de carbone et de l'appui nécessaire au programme des mécanismes de développement durable. Le programme « Direction exécutive et gestion » a aussi concentré ses efforts sur la transformation de son système de TIC engagée en début d'année en vue de rationaliser les services de TIC et de les rendre plus économiques en diminuant les ressources de base en interne et en externalisant certains services.

43. Afin de continuer d'améliorer l'efficacité des activités du secrétariat, pour susciter une culture de l'excellence et de l'innovation assurant un meilleur soutien aux Parties, la Secrétaire exécutive a redoublé d'efforts pour mener des initiatives qui garantissent un cadre stratégique cohérent et axé sur les résultats.

C. Atténuation, données et analyse

44. Le programme « Atténuation, données et analyse » facilite les processus de mesure, de notification et de vérification au titre de la Convention (dans le contexte des communications nationales, des rapports biennaux ou des rapports biennaux actualisés, des inventaires de GES et d'autres types de communications) propose une assistance technique aux Parties non visées à l'annexe I de la Convention (Parties non visées à l'annexe I), et soutient les négociations intergouvernementales portant sur l'atténuation et des questions connexes comme l'Initiative REDD-plus⁵ et les mesures de riposte.

45. Dans le cadre de l'ADP, le programme offre un appui direct pour les questions relatives à l'atténuation, aux CPDN, au niveau d'ambition et à la transparence. Comme suite à la décision 1/CP.20, le programme a créé une structure en ligne pour faciliter la communication des CPDN de toutes les Parties et a organisé, en coopération avec le PNUD, des dialogues régionaux pour aider les pays dans l'élaboration des CPDN⁶. Le programme coordonne l'établissement du rapport de synthèse sur l'effet global des CPDN et d'un rapport récapitulatif à l'intention des décideurs.

⁵ Au paragraphe 70 de la décision 1/CP.16, la Conférence des Parties a encouragé les pays en développement parties à contribuer aux mesures d'atténuation dans le secteur forestier en entreprenant les activités suivantes : réduction des émissions dues au déboisement; réduction des émissions dues à la dégradation des forêts; conservation des stocks de carbone forestier; gestion durable des forêts; et renforcement des stocks de carbone forestier.

⁶ Des préparatifs étaient en cours pour trois ateliers régionaux supplémentaires au moment de la rédaction du présent rapport.

46. Au titre de l'application des processus de mesure, de notification et de vérification, pendant la période considérée, le programme a :

a) Achievé de coordonner l'examen technique de la première étape du processus d'évaluation et d'examen au niveau international pour les Parties visées à l'annexe I. Dans le cadre de ce processus, la première évaluation multilatérale jamais effectuée de l'exécution par ces Parties de leurs objectifs à l'échelle de l'économie a été organisée à la quarante et unième session du SBI pour 17 Parties, et il a été procédé à une deuxième évaluation concernant 24 Parties à la quarante-deuxième session du SBI;

b) Continué de coordonner le processus d'examen annuel des inventaires de GES et des informations supplémentaires des Parties visées à l'annexe I. Le 10 juillet 2015, le programme a achevé le processus d'examen par des experts au titre de l'article 8 du Protocole de Kyoto pour la première période d'engagement, avant la date limite du 10 août 2015⁷. Cela a permis d'engager le processus final de comptabilisation et de contrôle du respect des dispositions pour la première période d'engagement dans les délais prévus. En 2015, le programme, en collaboration avec le programme des services informatiques, s'est employé à améliorer le logiciel du cadre commun de présentation (CRF Reporter) afin d'atténuer le plus possible les conséquences du retard dans la livraison de ce logiciel pour la communication et l'examen des inventaires;

c) Géré et renforcé toutes les activités de formation nécessaires pour les rapports biennaux, les rapports biennaux actualisés, les communications nationales et les inventaires de GES;

d) Lancé un processus international de consultation et d'analyse des équipes d'experts techniques, y compris une analyse technique des premiers rapports biennaux actualisés;

e) Organisé des ateliers régionaux de renforcement des capacités sur les mesures d'atténuation appropriées au niveau national (MAAN), et le marché des MAAN et les fonctionnalités améliorées du registre des MAAN;

f) Apporté son plein soutien au développement et à la poursuite des activités REDD-plus.

47. Le programme a soutenu les activités du Groupe consultatif d'experts des communications nationales des Parties visées à l'annexe I de la Convention, notamment sur les communications nationales, les rapports biennaux actualisés, l'apprentissage en ligne et les équipes d'experts techniques.

48. Le programme a continué d'aider les Parties concernant les mesures de riposte dans le cadre du Forum sur l'impact des mesures de riposte et de l'élaboration des rapports.

D. Financement, technologie et renforcement des capacités

49. Le programme « Financement, technologie et renforcement des capacités » soutient les Parties, en particulier les Parties non visées à l'annexe I, dans la mise en œuvre de la Convention et du Protocole de Kyoto, notamment pour les négociations menées dans le cadre du SBI, du SBSTA, de la Conférence des Parties, de la CMP et de l'ADP. Le programme coordonne également l'appui du secrétariat au SBSTA, en veillant au bon déroulement de ses travaux.

⁷ Décision 3/CMP.10, par. 1.

50. Au cours de la période considérée, le programme a appuyé le Comité permanent du financement pour l'organisation de quatre réunions et l'exécution de son programme de travail pour 2014-2015⁸, y compris pour l'organisation de son deuxième forum d'échange de renseignements, en juin 2014⁹, la première évaluation biennale faisant le point des flux financiers dans le domaine de l'action en faveur du climat, la réalisation du cinquième examen du Mécanisme financier et l'élaboration de directives à l'intention des entités fonctionnelles du Comité, ainsi que pour des travaux sur la cohérence et la coordination du financement relatif aux forêts. Il a aussi organisé deux ateliers de session sur le financement à long terme, et regroupé et synthétisé les stratégies et démarches visant à accroître le financement de l'action climatique communiquées par les pays développés parties. Le programme a organisé en juin 2015 un atelier technique conjoint de session du SBSTA, du SBI et du Comité permanent du financement sur les méthodes de notification de l'information financière par les Parties visées à l'annexe I, et élaboré un document technique sur les méthodes internationales de notification de l'information financière existantes. Il a actualisé le portail du financement¹⁰, au moyen notamment des renseignements sur le financement de l'action climatique figurant dans les sixièmes communications nationales et les premiers rapports biennaux des pays développés parties. Par ailleurs, il a continué de se tenir en rapport avec le Fonds pour l'environnement mondial et le Fonds vert pour le climat.

51. Le programme s'est associé à l'organisation de trois réunions ordinaires et d'une réunion de bilan informelle du Comité exécutif de la technologie (CET) et à l'application du plan de travail glissant du CET pour 2014-2015, notamment en organisant deux ateliers sur les technologies d'adaptation et les systèmes nationaux d'innovation, deux dialogues thématiques sur le financement des technologies climatiques et la production et l'intégration d'énergie distribuée à partir de sources renouvelables, et en élaborant deux notes d'information du CET sur les technologies d'adaptation. Le programme a aussi aidé le CET à engager diverses activités pour améliorer l'application des résultats des évaluations des besoins technologiques et de l'évaluation du programme stratégique de Poznan sur le transfert de technologies. Des améliorations ont été apportées au Centre d'échange d'informations sur les technologies (TT:CLEAR) en mettant en place un portail des technologies¹¹ hébergeant plus de 650 plans d'action technologique et idées de projet extraits des rapports d'évaluation des besoins technologiques. Le programme a continué de collaborer étroitement avec le Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUÉ), organisation hôte du Centre et du Réseau des technologies climatiques (CRTC), en participant activement aux réunions du Conseil consultatif du CRTC et à des forums régionaux à l'intention des entités nationales désignées des Parties non visées à l'annexe I pour le transfert de technologies.

52. Le programme a organisé les troisième et quatrième réunions du Forum de Durban pour le renforcement des capacités et a actualisé les pages du site Web de la Convention consacrées au renforcement des capacités, y compris le portail du renforcement des capacités¹². Il a facilité la mise en œuvre des cadres des pays en développement pour le renforcement des capacités en se concertant avec les institutions et organisations partenaires. Il a aussi organisé les deuxième et troisième dialogues sur l'article 6 de la Convention, et facilité l'application du programme de travail du Doha sur l'article 6 de la Convention en coordonnant l'Alliance des Nations

⁸ http://unfccc.int/cooperation_and_support/financial_mechanism/standing_committee/items/6877.php.

⁹ http://unfccc.int/cooperation_and_support/financial_mechanism/standing_committee/items/7561.php.

¹⁰ <http://www3.unfccc.int/pls/apex/f?p=116:1:1237430653152939>.

¹¹ http://unfccc.int/ttclear/pages/tech_portal.html.

¹² <http://unfccc.int/capacitybuilding/core/activities.html>.

Unies pour l'éducation, la formation et la sensibilisation aux changements climatiques¹³ et l'Initiative des Nations Unies pour un cadre commun concernant les enfants, les jeunes et les changements climatiques¹⁴, et en continuant de promouvoir le réseau d'information sur les changements climatiques.

E. Adaptation

53. Le programme « Adaptation » aide les Parties, en particulier les pays en développement parties, à définir, mettre au point et appliquer des plans, des politiques et des mesures d'adaptation pour réduire la vulnérabilité et accroître la résilience, et à améliorer l'assise scientifique de la politique et de l'action climatiques au niveau international, notamment dans le cadre des travaux et des négociations de la communauté internationale sur ces questions. Au cours de la période considérée, le programme a facilité :

- a) La mise en œuvre du Cadre de l'adaptation de Cancún en appuyant :
 - i) Les travaux du Comité de l'adaptation¹⁵;
 - ii) Les travaux sur les démarches visant à remédier aux pertes et préjudices liés aux incidences des changements climatiques (notamment la mise en place du Comité exécutif du Mécanisme international de Varsovie relatif aux pertes et préjudices liés aux incidences des changements climatiques et l'élaboration de son plan de travail initial)¹⁶;
 - iii) La formulation et la mise en œuvre des plans nationaux d'adaptation (PNA) (notamment la mise en commun de l'expérience acquise dans l'application des lignes directrices initiales pour l'élaboration des PNA, une réunion technique sur les PNA et un atelier sur les PNA en collaboration avec le Comité de l'adaptation)¹⁷;
- b) L'application du programme de travail du Groupe d'experts des pays les moins avancés (PMA) (tenue de ses vingt-cinquième, vingt-sixième et vingt-septième réunions et de la manifestation NAP Expo, notamment) et la mobilisation de bon nombre d'organisations à l'appui de son programme de travail (ateliers de formation régionaux, notamment)¹⁸;
- c) La participation d'un nombre croissant d'organisations partenaires, et de centres et de réseaux régionaux ayant annoncé des mesures au titre du Programme de travail de Nairobi, et le partage efficace de renseignements et de connaissances sur les mesures d'adaptation pertinentes entreprises, notamment au moyen du bulletin eUpdate du Programme de travail de Nairobi, de trois rapports d'activité semestriels et du huitième forum des coordonnateurs du Programme de travail de Nairobi¹⁹;
- d) L'examen du caractère approprié de l'objectif global à long terme et des progrès d'ensemble accomplis dans la réalisation de cet objectif pour la période 2013-2015 (tenue des troisième et quatrième réunions du dialogue structuré entre experts et élaboration de son rapport final, notamment)²⁰;

¹³ http://unfccc.int/cooperation_and_support/education_and_outreach/education_and_training/items/8958.php.

¹⁴ http://unfccc.int/cooperation_and_support/education_and_outreach/youth/items/8968.php.

¹⁵ unfccc.int/6053.

¹⁶ unfccc.int/6056.

¹⁷ <http://unfccc.int/6057>.

¹⁸ <http://unfccc.int/4727>.

¹⁹ <http://unfccc.int/8036>.

²⁰ <http://unfccc.int/6998>.

e) La circulation de l'information sur la recherche climatique (tenue des sixième et septième réunions du dialogue de la recherche, notamment), l'amélioration des observations à l'appui des mesures de préparation et d'adaptation (atelier conjoint avec le Système mondial d'observation du climat et le GIEC, notamment)²¹, et la présentation aux Parties des principales conclusions du cinquième rapport d'évaluation du GIEC²².

54. Le programme a soutenu les négociations menées dans le cadre de l'ADP concernant les aspects de l'adaptation et des pertes et préjudices à long terme et pour la période antérieure à 2020 (notamment le processus des CPDN et une réunion technique d'experts sur les milieux urbains tenue lors de la cinquième partie de la deuxième session de l'ADP).

55. Dans ces divers secteurs d'activité, le programme a collaboré avec bon nombre d'organisations multilatérales, internationales, régionales et nationales et un certain nombre de programmes et organismes régionaux et internationaux de recherche.

F. Mécanismes pour un développement durable

56. Le programme « Mécanismes pour un développement durable » a organisé 9 réunions du Conseil exécutif du MDP et 21 réunions de ses groupes d'experts et groupes de travail. Le programme a organisé trois réunions du Comité de supervision de l'application conjointe et les travaux de celui-ci liés au processus d'accréditation pour l'application conjointe. Les rapports annuels²³ de ces deux organes réglementaires à la dixième session de la CMP donneront un aperçu de l'ensemble des sujets abordés lors des réunions de 2014, et les rapports annuels à la onzième session de la CMP de l'ensemble des sujets traités aux réunions de 2015.

57. Les travaux liés aux évaluations des projets et des entités ont diminué et la charge de travail a augmenté dans les domaines de l'établissement de niveaux de référence normalisés et de l'amélioration des méthodes²⁴.

58. Les activités centrées sur la collaboration avec d'autres instances intergouvernementales, notamment les activités des centres régionaux de collaboration, qui soutiennent le programme de prêts du MDP et assurent le service des organes intergouvernementaux, ont contribué notamment aux résultats suivants²⁵ : examen du MDP en tant que mécanisme fondé sur le marché pour le secteur aéronautique; utilisation des méthodes du MDP (dans le secteur de l'énergie) et soutien financier direct de projets du MDP qui risquaient d'être abandonnés grâce à une coopération régulière avec la Banque mondiale dans le contexte du dispositif pilote de mise aux enchères, et de l'initiative carbone pour le développement; et appui pour l'harmonisation des méthodes de quantification des GES et promotion de l'utilisation du MDP dans le cadre d'une participation au groupe de travail des institutions financières internationales.

59. Les centres régionaux de collaboration ont poursuivi leurs activités comme suit : appui à des projets et programmes d'activités, 144 activités ayant ainsi progressé dans le cycle d'activités; identification de 43 nouveaux projets potentiels; appui concernant 90 niveaux de référence normalisés, débouchant sur 13 communications; développement des politiques du MDP, en vue d'améliorer le mécanisme; appui à un

²¹ <http://unfccc.int/science/items/6990.php>.

²² <http://unfccc.int/1077>.

²³ FCCC/KP/CMP/2014/5 et FCCC/KP/CMP/2014/4.

²⁴ Document CDM-EB85-A04 du MDP, disponible à l'adresse <http://cdm.unfccc.int/UserManagement/FileStorage/XLDP10K5TS9JMF3EZ68CNIR4GYBQ2>.

²⁵ Document CDM-EB85-A04 du MDP.

financement axé sur les résultats et renforcement des capacités régionales/locales, dont 26 réunions techniques (ateliers, tables rondes, séminaires et séances de formation) et 2 forums mondiaux des centres de collaboration régionaux.

60. Le programme a organisé 12 interventions à l'intention des parties prenantes, dont une table ronde sur l'avenir du MDP; le Forum des autorités nationales désignées; des ateliers et des activités régionaux de formation en Afrique, en Amérique latine et dans les Caraïbes, et dans les régions de l'Asie et du Pacifique; les forums carbone pour l'Afrique et l'Amérique latine; un dialogue ministériel en 2015, qui a débouché sur « l'appel de Marrakech pour l'action climatique », qui a invité les Parties à utiliser le MDP pour combler le déficit de la période antérieure à 2020 et à accroître leur niveau d'ambition en matière d'atténuation et de financement axé sur les résultats. En outre, sept réunions en ligne ont été organisées pour les entités opérationnelles désignées à des fins de renforcement des capacités et de consultation, et dans le cadre de l'équipe spéciale sur les examens de sélection du personnel opérationnel désigné, comme le prescrit la norme d'accréditation.

61. Les travaux visant à accroître la demande d'unités de réduction certifiées des émissions (URCE) et l'utilisation du MDP, en contribuant à l'acceptation des URCE a) au titre du respect des dispositions et b) à titre volontaire, ont consisté notamment à créer une page Web, au deuxième semestre 2014, ce qui a permis de rendre compte des annulations volontaires, et des annulations de ce type opérées dans le registre du MDP. Un peu plus de 1,3 million d'annulations d'URCE sont intervenues pendant le premier semestre 2015.

G. Affaires juridiques

62. Pendant la période considérée, le programme « Affaires juridiques » a dispensé des conseils juridiques autorisés, en temps opportun, et assuré des services efficaces aux organes directeurs, subsidiaires et constitués au titre de la Convention et du Protocole de Kyoto, ainsi qu'à la Secrétaire exécutive, aux programmes du secrétariat et aux Parties.

63. Le processus intergouvernemental a été l'un des principaux secteurs d'activité du programme au cours des dix-huit premiers mois de l'exercice biennal. Le programme a dispensé des avis et un appui juridiques sur les aspects procéduraux et techniques des travaux de la Conférence des Parties, de la CMP, du SBI, du SBSTA et de l'ADP, en sus d'un appui direct à l'examen de diverses questions inscrites à leurs ordres du jour respectifs. Une attention particulière a été accordée à l'appui technique aux négociations concernant l'accord de 2015. Le programme a appuyé l'élaboration des décisions adoptées à la vingtième session de la Conférence des Parties, y compris les éléments du projet de texte de négociation, ainsi que du texte de Genève et du texte harmonisé et unifié produit à la neuvième partie de la deuxième session de l'ADP. Le programme a coordonné les efforts du secrétariat pour communiquer le texte de Genève dans les délais voulus conformément aux règles de droit et de procédure applicables et à la pratique établie.

64. Le programme a contribué à la mise en œuvre du Mécanisme international de Varsovie. Il a continué de dispenser des conseils et un appui juridiques au Comité de l'adaptation, au Comité permanent du financement, au CET, au Conseil exécutif du MDP et au Comité de supervision de l'application conjointe. Le programme a aussi aidé le secrétariat indépendant du Fonds vert pour le climat dans ses activités à l'appui du Conseil du Fonds. En outre, le programme a fourni un appui et des conseils juridiques sur la mise en œuvre des obligations relatives à l'établissement de rapports et aux examens au titre de la Convention et du Protocole de Kyoto, y compris le processus multilatéral d'évaluation lancé à la quarante-deuxième session du SBI. Il a

aussi dispensé des conseils concernant la préparation de l'évaluation du respect des dispositions pour la première période d'engagement au titre du Protocole de Kyoto.

65. Dans le cadre des efforts visant à garantir la conformité des activités du secrétariat aux statuts et règlements de l'ONU et aux décisions pertinentes de la Conférence des Parties et de la CMP, le programme a prêté assistance à la négociation et à l'adoption d'instruments juridiques pour les réunions et ateliers de la Convention se tenant hors siège, ainsi que d'accords de partenariats public-privé à l'appui des activités du secrétariat. Le programme a contribué au succès du processus de négociation et d'adoption de l'accord de siège avec le Gouvernement péruvien pour la vingtième session de la Conférence des Parties et la dixième session de la CMP, et avec le Gouvernement français pour la vingt et unième session de la Conférence des Parties et la onzième session de la CMP. En collaboration avec d'autres services du secrétariat, le programme des affaires juridiques a facilité la négociation et l'adoption de modalités contractuelles concernant un outil d'achat en ligne pour l'annulation volontaire d'URCE. Il a aussi fourni des avis juridiques au comité mixte local de passation des marchés et au comité mixte local de contrôle du matériel rattachés à la Convention et à la Convention sur la lutte contre la désertification.

66. Outre la défense des intérêts du secrétariat et du processus de la Convention, le programme a travaillé en étroite concertation avec les autres organismes des Nations Unies à Bonn dans le dialogue avec les pays hôtes sur l'application de leurs accords de siège respectifs.

67. La CMP ayant demandé au secrétariat de prendre toutes les mesures nécessaires pour faciliter l'application de la décision 1/CMP.8, le programme des affaires juridiques a conseillé les Parties au sujet de la ratification de l'amendement de Doha et a collaboré avec la Section des traités du Bureau des affaires juridiques et la Division du droit et des conventions relatifs à l'environnement du PNUE pour promouvoir l'entrée en vigueur de l'amendement de Doha.

68. Le programme a apporté un appui technique, administratif et logistique au Comité de contrôle du respect des dispositions au cours des neuf réunions du Comité qui ont eu lieu pendant la période considérée (dans le cadre de la plénière, de la Chambre de la facilitation et de la Chambre de l'exécution), et organisé deux séances d'orientation et un deuxième atelier conjoint avec les examinateurs principaux pendant la même période.

H. Services des affaires de la Conférence

69. Le programme « Services des affaires de la Conférence » offre tout l'éventail des installations et services de conférences qu'attendent les Parties.

70. Le programme a été particulièrement actif pendant la période considérée. Il a organisé la logistique de six conférences de la Convention au total, dont une session de la Conférence des Parties/CMP, la plus grande manifestation annuelle inscrite au calendrier de l'ONU. Ces tâches ont concerné la sécurité, l'enregistrement et la participation des Parties et des observateurs, le traitement de 1 382 demandes d'aide financière pour les représentants des Parties admises à en bénéficier, et le traitement et la mise en forme des documents. Le programme a aussi soutenu 127 réunions d'organes constitués et d'ateliers à Bonn et à l'étranger. La préparation des réunions du deuxième semestre 2015 a bien avancé pendant la période considérée.

71. Le programme a porté la participation des observateurs au processus de la Convention à un niveau plus élevé qu'elle ne l'a été depuis plusieurs années. Il a évalué 361 demandes d'organisations souhaitant être admises en qualité d'observateur pour la vingtième et la vingt et unième session de la Conférence des Parties en même

temps, et facilité la participation des observateurs aux réunions et la présentation par ces derniers de 121 interventions et 180 communications. Le programme a reçu et traité 882 demandes concernant des manifestations parallèles et 311 concernant des expositions. Par rapport à la période antérieure, le programme a collaboré avec davantage d'observateurs et de Parties en facilitant 229 expositions pour le compte de 278 Parties et observateurs et celui du secrétariat, et 383 manifestations parallèles pour le compte de 717 Parties et observateurs et celui du secrétariat. Le programme a aussi traité avec les parties prenantes sur les moyens de participation au processus de la Convention, en rédigeant quelque 80 000 courriels, notamment au sujet des modes de participation susmentionnés.

72. Le programme a appliqué des mesures d'efficacité qui ont été au-delà de celles mentionnées dans les rapports précédents : lancement d'un système de traitement en ligne des demandes d'admission au statut d'observateur²⁶, mise à jour du système d'enregistrement en ligne des Parties et des observateurs²⁷, et création de structures virtuelles d'échange de renseignements à l'intention des Parties et des observateurs²⁸. Les pages Web contenant des renseignements sur la façon dont les observateurs peuvent participer au processus de la Convention ont été améliorées en leur donnant une structure plus claire et en ajoutant des renseignements supplémentaires²⁹.

73. Comme suite à la recommandation qui lui avait été faite par le Bureau des services de contrôle interne (BSCI) de l'ONU d'instituer un mécanisme pour recueillir les observations des clients, le programme a demandé aux Parties et aux organisations ayant le statut d'observateur enregistrées pour la vingtième session de la Conférence des Parties et la dixième session de la CMP de participer à une enquête en ligne sur la qualité des services de conférence. Plus de 93 % des sondés ont jugé la qualité des services « bonne » ou « très bonne ». Également selon la recommandation du BSCI, le programme a publié un manuel de référence sur l'organisation des conférences à l'intention des futurs pays organisateurs.

74. Le programme a traité 575 documents officiels au total pendant la période considérée. Parmi les 61 documents de présession qui devaient être traduits, 57 % ont été soumis pour publication dans les délais. Les retards, quand il y en a eu, ont été imputables en grande partie à la date de réception des communications ou à la date de la réunion couverte par le document. L'efficacité de l'élaboration et de la publication des documents a été améliorée par la mise en place d'un système électronique de gestion de la documentation.

75. Des mesures de réduction de l'utilisation du papier telles que la publication en version électronique uniquement du programme quotidien des Conférences et le principe d'une impression limitée, à la demande, sont désormais régulièrement appliquées lors des sessions, d'où une réduction de 82 % de la consommation de papier à la vingtième session de la Conférence et à la dixième session de la CMP. Le programme a mené un examen complet du programme quotidien, qui sera publié sous une nouvelle forme compacte à compter du deuxième semestre 2015.

76. Le programme a amélioré l'accès aux versions électroniques des projets de texte en cours de négociation sur le site Web de la Convention; il est désormais possible d'y accéder depuis la page Web de chaque session, qui est la page d'arrivée sur le site Web de la Convention pendant la durée des sessions.

²⁶ <https://oas.unfccc.int/oas/>.

²⁷ <http://pvsreg01.unfccc.net/applications/onlinereg>.

²⁸ <https://seors.unfccc.int/seors>.

²⁹ https://seors.unfccc.int/seors?session_id=COP21, http://unfccc.int/parties_and_observers/ngo/items/3667.php et http://unfccc.int/parties_and_observers/igo/items/3720.php.

I. Communications et sensibilisation

77. Le programme « Communications et sensibilisation » a pour objectif général de gérer les communications extérieures, les informations en ligne et les relations et prestations à l'intention des médias, y compris les services internes de gestion des connaissances. L'objectif est d'appuyer les processus liés à la Convention et au Protocole de Kyoto, ainsi que l'application des décisions de la Conférence de façon à produire le plus d'impact possible en promouvant des mesures et des politiques positives face aux changements climatiques.

78. Pendant la période considérée, le programme a inauguré l'« espace de nouvelles » dans trois des six langues officielles de l'ONU (anglais, espagnol et français) pour présenter efficacement les succès de la Convention et la mobilisation des gouvernements, des entreprises et de la société civile pour le climat partout dans le monde. Dans le prolongement de cette initiative, un projet de grande ampleur a été lancé pour redynamiser l'ensemble de la présence en ligne de la Convention de façon à préserver et améliorer l'expérience des utilisateurs actuels et du public toujours plus nombreux qui souhaite agir rapidement pour le climat.

79. Pendant la période considérée, 10 086 493 pages au total ont été visionnées par 2 037 065 utilisateurs. L'application de la Convention pour iPhone et iPad, Negotiator, a été téléchargée et mise à jour environ 10 000 fois. La chaîne YouTube du secrétariat a atteint 336 286 vues et compte 2 274 abonnés, et le compte Flickr héberge désormais 2 012 photos de conférences et des activités de communication de la Secrétaire exécutive, et a été consulté plus de 500 000 fois. La page Google+ du secrétariat compte actuellement 7 800 abonnés et a été visionnée plus de 650 000 fois.

80. Le programme a publié quatre éditions des bulletins d'information électroniques du secrétariat en anglais et en espagnol. La version anglaise compte environ 15 000 abonnés et la version espagnole environ 6 000.

81. Pendant la période considérée, le programme a diffusé plus de 2 500 messages sur Twitter et 620 messages sur la page Facebook de la Convention. Le compte Twitter du secrétariat a passé le cap des 190 000 messages, et son compte Facebook totalise désormais 117 000 « fans ».

82. Le programme a poursuivi l'application de l'initiative « Élan pour le changement », qui met en avant des solutions positives pour le climat. En 2014, l'appel à candidatures a été ouvert du 31 mars au 27 mai. Le secrétariat a reçu 143 candidatures présentant des projets, dont 107 ont été jugées admissibles. Douze d'entre elles ont finalement été sélectionnées en tant qu'« activités phares ».

83. Le programme a assuré des services de retransmission en ligne pour des réunions organisées par le Comité de supervision de l'application conjointe (2), le Conseil exécutif du MDP (7), le Comité de l'adaptation (3), le Comité de contrôle du respect des dispositions (5), le CET (4), le Comité permanent du financement (5), l'ADP (6), les organes subsidiaires (3) et la Conférence des Parties/CMP (1), contribuant ainsi à la transparence du processus intergouvernemental. Pendant la période considérée, plus de 200 000 visiteurs du site Web de la Convention ont visionné ces retransmissions.

84. Le programme a continué de coopérer étroitement avec les médias et a traité 424 demandes d'information et 119 demandes d'entretien, élaboré 67 communiqués de presse, 35 alertes médias, 11 avis aux médias, 54 discours/allocutions vidéo et 114 éditoriaux/articles d'opinion, et accrédité 1 361 représentants des médias à des réunions officielles.

85. Le programme continue d'assurer des services de communication interne au secrétariat par ses services Intranet en diffusant des informations et des nouvelles au

personnel dans le bulletin interne du secrétariat, favorisant ainsi un climat de collaboration et de participation au sein du secrétariat. Pendant la période considérée, les 11 éditions du bulletin ont été consultées 139 000 fois au total. Une taxonomie a été élaborée et appliquée à l'échelle du secrétariat pour les documents officiels publiés sur la partie publique du site Web de manière à en faciliter l'organisation et la consultation.

J. Services des technologies de l'information

86. Le programme « Services informatiques » fournit au secrétariat les TIC nécessaires à l'accomplissement de son mandat. Il assure un appui en matière de TIC pour faciliter les négociations intergouvernementales relatives aux changements climatiques et les activités des organes créés au titre de la Convention et du Protocole de Kyoto.

87. Au cours dix-huit premiers mois de l'exercice biennal 2014-2015, le programme a assuré un appui en matière de TIC aux négociations intergouvernementales relatives aux changements climatiques et aux organes concernés ci-après : 1 session de la Conférence des Parties de la CMP à Lima; 3 sessions, respectivement, du SBI et du SBSTA; 6 sessions de l'ADP; 9 réunions du Conseil exécutif du MDP et 21 réunions de ses groupes d'experts et groupes de travail; 3 réunions du Comité de supervision de l'application conjointe et activités de celui-ci concernant le processus d'accréditation de l'application conjointe; et plus de 100 ateliers et réunions plus restreintes à participation virtuelle.

88. Pendant la période considérée, le Programme a mis en place un nouveau système d'exploitation et de courrier électronique, appliqué des mesures de sécurité informatique et poursuivi le regroupement des systèmes d'information au sein d'un centre de données à des fins d'optimisation et d'amélioration de l'efficacité.

89. Dans le cadre de ses efforts de transformation engagés fin 2014, le programme a mis au point une stratégie de TIC sur trois ans et renforcé ses structures et processus de gouvernance pour permettre un contrôle à l'échelle du secrétariat des prestations de services de TIC. En outre, une méthode plus détaillée de gestion des portefeuilles de TIC a été mise en place pour permettre des services plus efficaces et un suivi régulier de l'état d'avancement des prestations.

90. En sa qualité d'administrateur du Relevé international des transactions (RIT), le programme a procédé à une mise à jour importante du système du RIT, notamment de l'infrastructure du système d'application et de base de données, parallèlement à la mise en place d'un nouvel outil de notification sous forme électronique normalisée et à des modifications du système du RIT à l'appui de la deuxième période d'engagement au titre du Protocole de Kyoto.

91. Du 1^{er} janvier 2014 au 30 juin 2015, l'équipe de développement du programme a contribué à plus de 50 projets de TIC différents, nouveaux ou apportant des améliorations à des projets existants, notamment dans le cadre de la mise en œuvre des *Lignes directrices de 2006 du GIEC pour les inventaires nationaux de gaz à effet de serre*, ce qui a apporté au secrétariat et aux parties prenantes des capacités nouvelles ou actualisées. Au cours de cette période, le programme a livré notamment les produits suivants :

a) Systèmes demandés par les organes de la Convention : portail de présentation des CPDN, système CRF Reporter de notification des inventaires de GES, base des données de compilation et de comptabilisation, interface d'accès aux données relatives au GES, systèmes d'information du MDP et du mécanisme de l'application conjointe, registre du MDP, registre des MAAN, rapports biennaux – modèles de

tableaux communs, espace de l'équipe virtuelle des rapports biennaux, espace de l'équipe virtuelle des inventaires, fichier d'experts et évaluation multilatérale;

b) Systèmes à l'appui des besoins des Parties : portail de communication au titre de la Convention; NAP Central; portail du financement pour les changements climatiques; portail du renforcement des capacités; TT:CLEAR; et outil sur les avantages mutuels du développement durable;

c) Systèmes de facilitation opérationnelle : systèmes de diffusion électronique des documents; nouvel outil budgétaire; catalogue en ligne des décisions de l'équipe de gestion; base de données de planification de la liste des missions du personnel; systèmes de comptabilisation par période; système de planification et d'organisation des conférences : système d'inscription en ligne, système de demande en ligne de manifestations spéciales et système d'admission des organisations internationales au statut d'observateur; et systèmes de communication et de sensibilisation pour les initiatives sur la mobilisation, l'élan pour le changement et l'interaction avec les parties prenantes.

92. En outre, la plateforme de collaboration du secrétariat (fondée sur Microsoft SharePoint et Dynamics, système de gestion des relations avec les clients), qui dessert des partenaires tant en interne qu'à l'extérieur et sert de cadre pour les applications demandées, a été enrichie sur le plan technique. Le programme a aussi renforcé les capacités dont il dispose pour exploiter et appuyer la plateforme.

K. Services administratifs

93. Le programme « Services administratifs » fournit des services centralisés pour la gestion des ressources humaines et financières du secrétariat et l'élaboration des politiques et des orientations financières et administratives, et administre les services d'achat, de gestion des locaux, de gestion des installations, et d'organisation des voyages.

94. Le programme a facilité le premier audit du secrétariat selon les normes comptables internationales pour le secteur public (IPSAS), effectué par le Comité des commissaires aux comptes de l'ONU. La vérification des états financiers pour l'exercice clos le 31 décembre 2014 a abouti à la présentation des premiers états financiers conformes aux normes IPSAS, le Comité constatant un taux d'exécution de 83 % des constatations d'audits antérieurs, en ne formulant que trois nouvelles recommandations d'audit. Le programme a continué de faciliter la mobilisation, la répartition et l'utilisation prudente des ressources financières. Il a aussi aidé la Secrétaire exécutive à établir et à présenter une proposition budgétaire pour l'exercice biennal 2016-2017.

95. Le programme a continué de prendre des mesures afin de garantir des effectifs équilibrés et compétents, notamment en adoptant des procédures et des techniques de sélection plus rigoureuses. Au 30 juin 2015, 88 dossiers de recrutement correspondant à 52 postes d'administrateurs et 36 postes d'agents des services généraux avaient été traités au total. Le programme a conçu et mis en place une procédure interne de règlement des différends, une initiative sur la dignité au travail et un cadre d'organisation des carrières pour améliorer la productivité, la santé au travail et les perspectives professionnelles du personnel. Ces mesures ont eu les résultats suivants : les problèmes individuels sont traités plus efficacement; un climat de travail encore plus productif, grâce au respect et à la confiance mutuelle accrus entre le personnel et la direction; le personnel est mieux placé pour contribuer efficacement au fonctionnement général de l'institution.

96. Le Programme a mis en place un nouveau processus de suivi du comportement professionnel à l'échelle du secrétariat pour relier plus efficacement le comportement professionnel individuel et les objectifs institutionnels et mettre l'accent davantage sur la gestion axée sur les résultats, la responsabilité du personnel d'encadrement et la transparence.

97. Pendant la période considérée, le programme a organisé 4 437 voyages à l'intention de participants désignés qui se sont rendus aux sessions de la Conférence des Parties, de la CMP, des organes subsidiaires et de l'ADP, ainsi que 168 voyages pour d'autres manifestations officielles au titre de la Convention. Dans l'ensemble, le taux de participation effective aux réunions a été de 86 %, les cas de non-participation étant attribués à des empêchements professionnels ou personnels, des problèmes de santé, des problèmes de visa ou des vols manqués. Le programme a aussi facilité le versement de l'aide financière aux participants du processus de négociation qui y ont droit. Une enquête réalisée pendant et après les sessions de juin 2014 a établi que 89 % des sondés estiment les services fournis par le programme « bons » ou « très bons ».

98. Les achats de biens et de services dans le cadre du programme ont été effectués de manière concurrentielle et économique. Pendant la période considérée, le programme a géré 1 066 dossiers d'achat d'une valeur totale de 26 617 385 dollars, dont plus des deux tiers dans le cadre d'accords de longue durée. En moyenne, huit offres ont été reçues en réponse à chaque nouvel appel d'offres, les soumissions retenues étant d'un montant inférieur de 43 % en moyenne à celui des offres les plus onéreuses. Plus de 98 % des dossiers d'achat ont été traités dans les délais prévus.

99. En 2018, le pays hôte prévoit de regrouper l'ensemble du secrétariat sur le Complexe des Nations Unies à Bonn en ajoutant à celui-ci un nouveau bâtiment. Le programme a coordonné la contribution du secrétariat à la conception du nouveau bâtiment et a aussi négocié les conditions d'utilisation du centre de conférence adjacent achevé en mai 2015. Il a aussi encadré les efforts du secrétariat pour parvenir à un fonctionnement neutre sur le plan climatique en mesurant ses émissions de GES et en rendant compte, en introduisant des mesures de réduction et en compensant le solde résiduel de ses émissions par l'acquisition et l'annulation d'URCE.

IV. Informations supplémentaires

100. On trouvera à l'annexe I des renseignements sur les ressources humaines du secrétariat, à l'annexe II des renseignements sur les recettes et les dépenses correspondant aux activités financées à l'aide du Fonds d'affectation spéciale pour les activités complémentaires, et à l'annexe III des données sur la réalisation de tous les objectifs des programmes du secrétariat.

Annexe I

[Anglais seulement]

Human resources: staff

1. Table 12 shows the number of approved posts and filled posts by grade and source of funding. As at 30 June 2015, of the 558.5 approved posts, 462 had been filled. Three of these posts were 50 per cent posts (half-time posts) and one full-time post had been filled with part-time staff working only 50 per cent of the time, thus increasing the actual number of staff to 464. In addition, 19 Professional and 18 General Service level staff members had been hired under temporary assistance contracts, bringing the total number of staff at the secretariat to 502.

Table 12

Approved established posts and filled posts by source of funding as at 30 June 2015

	ASG	D-2	D-1	P-5	P-4	P-3	P-2	P-1	Subtotal	GS	Total
<i>Trust Fund for the Core Budget</i>											
Approved	1	3	7	13	37	42	17		120	53.5	173.5
Filled ^a	1	3	7	13	34	36	13		107	50.5	157.5
<i>Trust Fund for Supplementary Activities</i>											
Approved				4	7	22	24		57	27	84
Filled				3	4	15	20		42	20	62
<i>Trust Fund for the Clean Development Mechanism</i>											
Approved			2	4	20	47	59		132	55	187
Filled			1	4	19	37.5	40		101.5	38	139.5
<i>Trust Fund for the International Transaction Log</i>											
Approved					2	3	1		6	1.5	7.5
Filled					2	3	1		6	1.5	7.5
<i>Trust Fund for the Special Annual Contribution from the Government of Germany (Bonn Fund)</i>											
Approved							1		1	7	8
Filled							1		1	6	7
<i>Special account for conferences and other recoverable costs^b</i>											
Approved							2		2	4	6
Filled							1		1	4	5
<i>Programme support (overhead)</i>											
Approved			1	2	3	13	9		28	64.5	92.5
Filled			1	2	3	12	8		26	57.5	83.5
Total											
Approved	1	3	10	23	69	127	113		346	212.5	558.5
Filled	1	3	9	22	62	103.5	84		284.5	177.5	462

Abbreviations: ASG = Assistant Secretary-General, D = Director, GS = General Service, P = Professional.

^a Filled posts are occupied by staff members who have been awarded a fixed-term contract of one year or more and are appointed against established posts after going through the complete recruitment process, including review by the Review Board.

^b These posts are in support of operating the split office premises and are funded by the Government of Germany.

2. Table 13 provides information on the geographical distribution of the staff appointed at the Professional level and above. As at 30 June 2015, Western European and other States accounted for the highest percentage (40.4 per cent) of staff appointed at the Professional level and above, whereas the African States accounted for the lowest (8.4 per cent).

3. The secretariat has continued its efforts in relation to achieving a good geographical distribution and gender balance among staff at the Professional level and above. Vacancy announcements are placed in many regional and global media, covering as many Parties not included in Annex I to the Convention (non-Annex I Parties) as possible.

Table 13

Geographical distribution of staff members appointed at the Professional level and above as at 30 June 2015^a

<i>Grade</i>	<i>African States</i>	<i>Asia-Pacific States</i>	<i>Latin American and Caribbean States</i>	<i>Eastern European States</i>	<i>Western European and other States</i>	<i>Total</i>
ASG			1			1
D-2	1				2	3
D-1	4	1	1		3	9
P-5	4	7	2	3	6	22
P-4	5	15	6	8	28	62
P-3	5	37	11	7	44	104
P-2	5	23	15	9	32	84
Total	24	83	36	27	115	285
Percentage of total	8.4	29.1	12.6	9.5	40.4	100.0

Abbreviations: ASG = Assistant Secretary-General, D = Director, P = Professional.

^a Does not include data on staff recruited under temporary assistance contracts.

4. Table 14 highlights the distribution of staff members appointed at the Professional level and above between Parties included in Annex I to the Convention (Annex I Parties) and non-Annex I Parties. As at 30 June 2015, the percentage of staff from non-Annex I Parties at the Professional and higher levels was 49.1 per cent, compared with 50.9 per cent for Annex I Parties.

Table 14

Distribution of staff members at the Professional level and above between Annex I and non-Annex I Parties^a

<i>Grade</i>	<i>Annex I Parties</i>	<i>Non-Annex I Parties</i>
ASG		1
D-2	2	1
D-1	3	6
P-5	9	13
P-4	36	26

<i>Grade</i>	<i>Annex I Parties</i>	<i>Non-Annex I Parties</i>
P-3	55	49
P-2	40	44
Total	145	140
Percentage of total	59.1	49.1

Abbreviations: ASG = Assistant Secretary-General, D = Director, P = Professional.

^a Does not include data on staff recruited under temporary assistance contracts.

5. Table 15 highlights the distribution of staff members by gender. As at 30 June 2015, the percentage of female staff at the Professional and higher levels was 40.6 per cent, down by 3.1 per cent from June 2014. The percentage of female staff at all levels was 52.2 per cent as at 30 June 2015, a decrease of almost 1 per cent since 30 June 2014.

Table 15

Distribution of staff members by gender^a

<i>Grade</i>	<i>Male</i>	<i>Female</i>
ASG		1
D-2	3	
D-1	6	3
P-5	16	6
P-4	37	25
P-3	64	40
P-2	52	32
Subtotal	178	107
GS	44	135
Total^b	222	242
Percentage of total	47.8	52.2

Abbreviations: ASG = Assistant Secretary-General, D = Director, GS = General Service, P = Professional.

^a Does not include data on staff recruited under temporary assistance contracts.

^b Of the 462 filled posts, four are filled with part-time staff, therefore increasing the actual number of staff members by two.

Annexe II

[Anglais seulement]

Projects and events funded from the Trust Fund for Supplementary Activities in the biennium 2014–2015

Table 16

Income and expenditure of projects and events funded from the Trust Fund for Supplementary Activities in the biennium 2014–2015 as at 30 June 2015

<i>Project</i>	<i>Income (USD)^a</i>	<i>Expenditure (USD)</i>	<i>Balance (USD)</i>
<i>Executive Direction and Management</i>			
Enhancing and strengthening cooperation with the United Nations through the Office of the Secretary-General	343 261	298 699	44 562
Supporting negotiations and new institutional arrangements aimed at enhancing the implementation of the Convention and its Kyoto Protocol	2 211 248	1 255 872	955 375
Providing support to Executive Management in the lead-up to the twentieth session of the Conference of the Parties (COP) and the tenth session of the Conference of the Parties serving as the meeting of the Parties to the Kyoto Protocol (CMP)	959 029	639 981	319 048
Review of the work on innovation	28 055	29 222	(1 167)
Groundswell 2.0	158 593	5 093	153 500
<i>Mitigation, Data and Analysis</i>			
Supporting communication by and the consideration of information from developing countries on the implementation of the Convention	1 742 525	1 077 287	665 239
Maintaining the database system for the annual compilation and accounting of emission inventories and assigned amounts under the Kyoto Protocol	641 121	309 068	332 053
Supporting activities relating to land use, land-use change and forestry: reducing emissions from deforestation and forest degradation, enhancement of carbon sinks and the role of sinks in future mitigation actions	1 967 047	490 307	1 476 740
Providing training for expert review teams and organizing meetings of the lead reviewers	2 126 577	913 871	1 212 706
Supporting the implementation of national greenhouse gas (GHG) inventories and related activities by Parties not included in Annex I to the Convention, including national forest monitoring systems	1 577 998	887 772	690 226
Developing and maintaining the UNFCCC information systems for the receipt and processing of GHG data, including the UNFCCC submission portal, the virtual team room and the GHG data interface	283 039	115 982	167 057

<i>Project</i>	<i>Income (USD)^a</i>	<i>Expenditure (USD)</i>	<i>Balance (USD)</i>
Supporting activities relating to the scientific, technical and socioeconomic aspects of mitigation of climate change	7 486	–	7 486
Facilitating the implementation of the work programme for the revision of the “Guidelines for the preparation of national communications by Parties included in Annex I to the Convention, Part I: UNFCCC reporting guidelines on annual inventories” and the use of the Intergovernmental Panel on Climate Change 2006 IPCC Guidelines for National Greenhouse Gas Inventories	300 622	141 365	159 256
Supporting the implementation of enhanced action on mitigation by developing country Parties	1 852 162	825 550	1 026 612
Supporting activities relating to the impact of the implementation of response measures	33 899	29 070	4 829
Supporting the work programme for the development of modalities and guidelines for enhanced reporting and review by developed country Parties, in accordance with decision 1/CP.16, paragraph 46, and implementing the relevant requirements of decision 2/CP.17	2 311 453	715 970	1 595 482
Redesigning and developing the software for the reporting of GHG emissions by all Parties to the Convention	2 101 055	1 294 643	806 412
Developing, deploying and operating a beta version of the nationally appropriate mitigation action registry	349 125	228 404	120 721
Technical dialogue on nationally determined contributions towards a 2015 agreement	1 217 634	880 052	337 582
Supporting the operationalization of an international consultation and analysis process for developing country Parties	529 553	143 981	385 571
<i>Finance, Technology and Capacity-building</i>			
Support for implementing the programme of work of the Expert Group on Technology Transfer and the technology transfer framework ^b	76 766	76 766	–
UNFCCC fellowship programme	71 597	49 123	22 474
Supporting capacity-building in developing countries and countries with economies in transition	546 737	197 711	349 026
Supporting the implementation of a work programme on Article 6 of the Convention and Article 10(e) of the Kyoto Protocol: networking and exchange of information and good practices	314 141	197 472	116 668
Supporting the full operation of the Technology Mechanism	897 539	476 950	420 589
Providing support to the functioning of the Standing Committee on Finance	1 163 075	605 735	557 340
Supporting the work programme on long-term finance	600 892	235 291	365 601

<i>Project</i>	<i>Income (USD)^a</i>	<i>Expenditure (USD)</i>	<i>Balance (USD)</i>
Strengthening gender mainstreaming in climate change action and the UNFCCC process through advocacy, outreach and capacity-building	259 439	120 040	139 399
<i>Adaptation</i>			
Supporting the least developed countries and the Least Developed Countries Expert Group	2 590 483	2 225 437	365 047
Supporting the implementation of the Nairobi work programme on impacts, vulnerability and adaptation to climate change	1 038 956	847 545	191 411
Supporting activities relating to climate change science, research and systematic observation	399 527	124 832	274 694
Supporting the implementation of the Cancun Adaptation Framework	2 320 543	1 065 027	1 255 516
Supporting the periodic review of the adequacy of the long-term global goal referred to in decision 1/CP.16, paragraph 4	302 319	83 691	218 628
Supporting the implementation of adaptation mandates of a cross-cutting nature, including those relating to the Ad Hoc Working Group on the Durban Platform for Enhanced Action (ADP), stakeholder engagement, communications and outreach	73 008	38 926	34 082
<i>Sustainable Development Mechanisms</i>			
Supporting the operation of joint implementation	8 493 815	1 391 868	7 101 946
Elaborating modalities and procedures for the inclusion of carbon dioxide capture and storage in geological formations as project activities under the clean development mechanism	11 890	—	11 890
Implementing the two work programmes mandated under the Ad Hoc Working Group on Long-term Cooperative Action under the Convention agenda item on various approaches relating to (1) a framework for various approaches, and (2) the new market-based mechanism	195 617	—	195 617
Organizing a workshop on the review of the modalities and procedures of the clean development mechanism	35 433	—	35 433
<i>Legal Affairs</i>			
Handbook on the UNFCCC	142 425	112 841	29 584
Providing support to the Compliance Committee	212 795	109 929	102 866
<i>Conference Affairs Services</i>			
Supporting stakeholder engagement in the UNFCCC process	990 380	495 495	494 885

<i>Project</i>	<i>Income (USD)^a</i>	<i>Expenditure (USD)</i>	<i>Balance (USD)</i>
Developing a handbook and film documentary on conference management	327 469	195 917	131 552
Servicing the first part of the second session of the ADP	338 169	–	338 169
Servicing the fourth part of the second session of the ADP	1 502 729	1 233 602	269 127
Providing a temporary structure during the fortieth sessions of the subsidiary bodies	590 897	590 897	–
Servicing COP 20 and CMP 10	582 046	82 045	500 000
Servicing the sixth part of the second session of the ADP	1 245 013	1 125 611	119 403
Developing the electronic Official Document System	203 041	145 983	57 058
Servicing the eight part of the second session of the ADP	1 088 078	896 550	191 528
Servicing the tenth part of the second session of the ADP	862 783	23 719	839 065
Servicing the eleventh part of the second session of the ADP	1 018 999	5 438	1 013 561
Servicing the forty-second sessions of the subsidiary bodies and the ninth part of the second session of the ADP	995 575	1 006 711	(11 136)
<i>Communications and Outreach</i>			
Developing an online portal for UNFCCC information in Spanish	424 578	255 346	169 232
Developing country media training in the run-up to COP 20 and COP 21	81 936	27 483	54 453
Momentum for Change	1 423 508	1 159 701	263 807
Relaunching the UNFCCC website: phase II – from negotiation support to climate action	995 333	432 372	562 961
Momentum for Change: Women for Results	815 900	673 139	142 762
Mobile application for smartphones, tablet computers and mobile devices	41 638	–	41 638
Momentum for Change: Information and Communications Technology Solutions	414 500	219 327	195 173
Communications and Outreach travel with and in support of the Executive Secretary	68 399	17 879	50 520
Establishing a photo library to enhance the quality and availability of Communications and Outreach photos	68 399	29 363	39 036
Maintaining the internal newsletter and developing the intranet	25 000	–	25 000

<i>Project</i>	<i>Income (USD)^a</i>	<i>Expenditure (USD)</i>	<i>Balance (USD)</i>
Establishing an electronic library and knowledge management	3 776	–	3 776
Internal communications – maintenance of the internal newsletter and intranet development	1 287	1 287	–
Managing and preserving sound recordings of all the sessions of the Conference of the Parties and of the subsidiary bodies of the UNFCCC	73 008	38 242	34 766
Managing and preserving video recordings of all the sessions of the Conference of the Parties and of the subsidiary bodies of the UNFCCC	10 320	–	10 320
<i>Information Technology Services</i>			
Replacing the e-mail and instant messaging system	134 664	–	134 664
Undertaking phase I of developing sustainable support for the UNFCCC collaboration platform	416 998	332 046	84 952
Modernizing the UNFCCC data warehouse	1 164 701	1 129 960	34 742
Enhancing responsiveness, efficiency and accountability by strengthening secretariat relationship management and communications with Parties and observers	154 562	57 641	96 920
UNFCCC submission portal	23 541	–	23 541
<i>Other expenditure</i>			
Junior Professional Officers	1 125 575	558 043	567 532
<i>Green Climate Fund</i>			
Supporting the work of the Transitional Committee for the design of the Green Climate Fund	35 000	–	35 000
Supporting the secretariat of the Green Climate Fund ^c	986 030	993 606	(7 575)
Total	58 722 311	29 968 777	28 753 533

^a Note that not all income available under the Trust Fund for Supplementary Activities has been allocated to projects. Some of the income received is held unallocated at the request of contributing Parties for future allocations.

^b The final settlement of the project was processed in the biennium 2014–2015.

^c In response to a request by the secretariat of the Green Climate Fund, funding under this project continued to be used for various administrative activities, including travel to the meeting of the Board of the Green Climate Fund.

Annexe III

[Anglais seulement]

Programme performance data for the period from 1 January 2014 to 30 June 2015

Table 17

Objectives, expected results,^a performance indicators and performance data for the Executive Direction and Management programme

Objective 1: to continue to enhance the secretariat's responsiveness to the needs of the Convention and Kyoto Protocol bodies and to enhance the coherence of its work in order to facilitate the efficient and effective implementation of the Convention

<i>Expected result(s)</i>	<i>Performance indicator(s)</i>	<i>Performance data</i>
The secretariat's response to the priorities of and requests by Parties is coherent and well-coordinated. It effectively supports emerging issues	The proportion of mandated outputs delivered and delivered on time. Actual results for the period January 2010 to June 2011: 98 per cent output delivery and 89 per cent delivered on time. Delays mostly related to the late submission of required input from sources outside of the secretariat. ^a Target: to reduce the number of cases where delays were mainly caused by factors under the control of the secretariat	A total of 362 mandates required the secretariat to deliver outputs during the reporting period, including some that required ongoing output delivery. In 90 per cent of cases, outputs were fully delivered on time or output delivery was ongoing and expected to be delivered on time
	The level of satisfaction of Parties with the work of the secretariat. Actual result for 2010: ^b 75 per cent of all respondents agreed or strongly agreed with the statement that their level of satisfaction with the work of the secretariat was consistently high. Target: to increase the level of satisfaction	Information on the level of satisfaction of Parties with the work of the secretariat will be made available in the budget performance report covering the period 1 January 2016 to 30 June 2017

Objective 2: to ensure optimal secretariat support for the Conference of the Parties and the Conference of the Parties serving as the meeting of the Parties to the Kyoto Protocol, thus enabling progress to be made in the intergovernmental process

<i>Expected result(s)</i>	<i>Performance indicator(s)</i>	<i>Performance data</i>
Climate change intergovernmental meetings are well organized in all aspects, including the logistical, procedural and substantive support provided to Parties. The Presidents of the Conference of the Parties	The level of satisfaction of Parties with the secretariat's support of negotiation sessions. Actual results for 2010: 61 per cent of respondents either agreed or strongly agreed with the following statement: "Logistical arrangements provided by the secretariat during mandated conferences and similar events	Information on the level of satisfaction of Parties with the secretariat's support of negotiation sessions will be made available in the budget performance report covering the period 1 January 2016 to 30 June 2017

(COP) and the COP Bureau are well informed and able to carry out their functions effectively	met our requirements”. Altogether, 89 per cent of respondents either agreed or strongly agreed with the following statement: “Substantive input and procedural advice provided by the secretariat for mandated conferences, meetings and events met our requirements”. Target: to increase the level of satisfaction	Information on the level of satisfaction of the COP President and the COP Bureau with the secretariat’s support will be made available in the budget performance report covering the period 1 January 2016 to 30 June 2017
--	--	--

Objective 3: to ensure effective communication and outreach regarding the intergovernmental process and close liaison with Parties, intergovernmental organizations and other stakeholders, which will enhance the contribution of all stakeholders to the implementation of the Convention

<i>Expected result(s)</i>	<i>Performance indicator(s)</i>	<i>Performance data</i>
Information on the UNFCCC process is effectively communicated by the secretariat	The level of satisfaction of Parties with the information provided. Actual result for 2010: 81 per cent of the respondents either agreed or strongly agreed with the following statement: “The secretariat’s overall communication with us was appropriate and effective”. Target: to increase the level of satisfaction	No monitoring tool is in place. Previously, data were provided by the United Nations Department of Public Information but it has discontinued this practice and within the secretariat it was not possible to carry out continuous analysis with existing communications resources
Support provided by the United Nations intergovernmental agencies and other stakeholders to Parties in the implementation of the Convention is enhanced, including through the development of new and innovative partnerships	The number of partnerships formalized with a memorandum of understanding	Eight partnerships were concluded during the reporting period

Objective 4: to continue to develop the secretariat as a well-managed, top-performing institution with a healthy working culture

<i>Expected result(s)</i>	<i>Performance indicator(s)</i>	<i>Performance data</i>
The secretariat’s internal processes and operations are effective, efficient and environmentally sustainable	The net cost savings resulting from efficiency measures	During the reporting period, a report on efficiency gains resulting from measures undertaken in the period 2012–2013 was published. ^c Additional initiatives have been undertaken during the reporting period. As the secretariat does not have a mandate to provide an official report on efficiency gains in the biennium 2014–2015, no monitoring is in place

	The amount of greenhouse gas (GHG) emissions (measured in carbon dioxide equivalent) avoided per sessional meeting of the COP and the Conference of the Parties serving as the meeting of the Parties to the Kyoto Protocol (CMP) and their subsidiary bodies as a result of measures undertaken by the secretariat	The major part of GHG emissions from sessions of the COP/CMP and their subsidiary bodies is generated by travel activities. Within this area, the secretariat can effectively undertake measures concerning the travel of its staff In the reporting period, sessions of the COP/CMP and all subsidiary bodies took place in Lima, Peru; two separate sessions of the subsidiary bodies took place in Bonn, Germany; two separate sessions of the Ad Hoc Working Group on the Durban Platform for Enhanced Action (ADP) also took place in Bonn and one separate session of the ADP took place in Geneva, Switzerland. The emissions from staff travel to sessions in this period add up to 848.5 t CO₂ eq, thereof 836 t CO₂ eq relating to the COP/CMP and 12.5 t CO₂ eq to the ADP in Geneva. Some secretariat staff voluntarily downgraded their tickets to Lima, thus saving 43.5 t CO₂ eq. Part of the secretariat's staff took the train to Geneva rather than an airplane, thus avoiding 3 t CO₂ eq of emissions. Furthermore, by holding two ADP sessions in Bonn rather than Geneva, another 31 t CO₂ eq were avoided, and even more if the sessions had been held in other historical locations of ad hoc working groups such as Bangkok, Thailand, or Panama City, Panama
Competent and motivated staff representing a broad geographical spectrum and gender balance are recruited, trained and retained	The percentage of staff from Parties not included in Annex I to the Convention (non-Annex I Parties). Actual figures as at March 2013: 50 per cent of staff in the Professional category and above were from non-Annex I Parties. Target: to increase the percentage of staff from non-Annex I Parties The percentage of women in posts in the Professional category and above. Actual figures as at March 2013: 41 per cent of staff in the Professional category and above were women. Target: to increase this percentage to 50 per cent The level of staff satisfaction with their job, management and development opportunities. Actual figures as at June 2011: more than 70 per cent of staff participating in a secretariat-wide survey expressed a high level of satisfaction with their job and secretariat management. Altogether, 42 per cent of the respondents expressed the view that they had adequate opportunities to advance their	A total of 49 per cent of staff in the Professional and higher levels were from non-Annex I Parties as at 30 June 2015 A total of 37 per cent of staff in the Professional and higher levels were women as at 30 June 2015 A staff satisfaction survey was due in the third quarter of 2015 but in view of COP 21 and additional sessions of the ADP, it was decided to postpone the survey to the first half of 2016. Therefore, information on the level of staff satisfaction with their jobs, management and development opportunities will be provided in 2016 following the next staff satisfaction survey

	career. Target: to increase the level of staff satisfaction	
The secretariat has the required financial resources to implement mandates given to it by the COP and the CMP	The percentage of mandated outputs that cannot be delivered as a result of insufficient funding. Actual result for the period January 2010 to June 2011: less than 1 per cent. Target: to reduce this percentage to 0 per cent	Sufficient funding was available for the delivery of all mandated outputs
	The contribution rate to the core budget. Actual result for the period January 2010 to June 2011: 79 per cent of the indicative contributions for the biennium 2010–2011 had been received by the secretariat by 30 June 2011. Target: to increase the contribution rate	EUR 38.8 million or 72.9 per cent of the total core budget indicative contributions expected for 2015 had been received as at 30 June 2015
	The proportion of actual expenditure compared with the approved budget. Actual result for the biennium 2010–2011: 98 per cent. Target: to maintain this percentage in the biennium 2014–2015	The implementation rate of the core budget had reached 75.8 per cent through to June 2015. While this is above the ideal rate of 75 per cent, it is expected that the target will be reached by the end of the biennium
Financial resources are managed in a sound manner and are utilized to maximize the benefit to the UNFCCC process	The implementation rate of audit recommendations relating to financial and administrative matters	Of the six audit recommendations made for the biennium 2012–2013, five (83 per cent) were implemented and one (17 per cent) is under implementation

^a See document FCCC/SBI/2011/16, page 33.

^b A survey on the level of satisfaction of Parties with the work of the secretariat was conducted in 2010.

^c See document FCCC/SBI/2014/INF.4.

Table 18

Objectives, expected results,^a performance indicators and performance data for the Mitigation, Data and Analysis programme

Objective 1: to support Parties included in Annex I to the Convention in the communication and consideration of information related to implementation (Articles 4 and 12 of the Convention, Articles 5, 7 and 8 of the Kyoto Protocol and decisions 10/CP.2, 31/CP.7, 17/CP.8, 3/CP.8, 2/CP.9, 8/CP.11, 1/CP.13, 10/CP.15, 1/CP.16, 2/CP.17, 15/CP.17, 1/CP.18, 2/CP.18, 19/CP.18, 20/CP.18, 22/CP.19; 13/CMP.1, 14/CMP.1, 15/CMP.1, 16/CMP.1, 20/CMP.1, 22/CMP.1, 27/CMP.1, 8/CMP.5, 2/CMP.7, 3/CMP.7, 4/CMP.7, 5/CMP.7, 1/CMP.8, 2/CMP.8, 7/CMP.8, 12/CMP.8 and 9/CMP.9)

<i>Expected result(s)</i>	<i>Performance indicator(s)</i>	<i>Performance data</i>
Effective support is provided for the fulfilment of reporting and review requirements in relation to information provided by Annex I Parties under the	All greenhouse gas (GHG) inventories from Annex I Parties as well as relevant supplementary information submitted on time during the biennium 2014–2015 are received and reviewed by international expert teams within	All 44 2014 submissions of GHG inventories from Annex I Parties and the relevant supplementary information have been received and processed in accordance with the relevant guidelines. This includes timely preparation of the annual status reports for 2014 and of the 2014 version of part I of the synthesis and assessment report for Annex I

Convention and its Kyoto Protocol the mandated time frames

Parties

Preparations for the technical reviews of the 2015 GHG inventory submissions from Annex I Parties have been launched; at the time of writing, only two submissions have been received and processed. Generally, much fewer than the usual number of submissions are expected in 2015 because of the delay in the readiness of the CRF Reporter software

All national communications as well as relevant supplementary information and biennial reports from Annex I Parties due by 1 January 2014 are received and reviewed by international expert teams and relevant reports are published within the biennium 2014–2015

Starting from 1 January 2014, the due date for submissions, the Mitigation, Data and Analysis (MDA) programme received and processed all submissions of the sixth national communications and biennial reports from Annex I Parties. As part of the international assessment and review process that was launched with the submission of the above-mentioned reports, the secretariat coordinated the technical reviews of the submissions of the sixth national communications and biennial reports from 43 Parties

All mandated initial reports submitted by Annex I Parties with emission reduction commitments in the second commitment period under the Kyoto Protocol by 15 April 2015 are received and processed by 30 June 2015 with all relevant information made available on the UNFCCC website

This activity was delayed because of the incompleteness of agreed guidance from Parties on methodological, accounting and review modalities for the second commitment period as well as the delay in the readiness of the CRF Reporter software

The UNFCCC is recognized as an authoritative source of GHG data for Annex I Parties

All reports and other documentation prepared within the framework of the reporting and review processes for Annex I Parties are made available in accordance with agreed timelines

A report on mitigation action and two compilation and synthesis reports of implementation by Annex I Parties under the Convention and the Kyoto Protocol are in preparation for consideration by the Conference of the Parties (COP) at its twentieth session/the Conference of the Parties serving as the meeting of the Parties to the Kyoto Protocol (CMP) at its tenth session

The secretariat made four full updates of its online GHG database (the GHG data interface; see <http://unfccc.int/ghg_data/items/3800.php>) during the reporting period, including updates for both Annex I Parties and non-Annex I Parties

Reports and other documentation required in the negotiations were prepared as required during the reporting period. Examples include reports on the meetings of the lead reviewers in March 2014 and March 2015, and technical papers to facilitate the negotiations on the revised review guidelines for GHG inventories from Annex I Parties and the revision of the reporting guidelines for the national communications of developed country Parties under the Subsidiary Body for Implementation (SBI)

The two key annual UNFCCC

The 2014 versions of the GHG data report under

	data reports (the GHG data reports under the Convention and the compilation and accounting reports under the Kyoto Protocol) are considered by the COP and the CMP	the Convention and the compilation and accounting reports under the Kyoto Protocol ^b were made available to the relevant sessions of the SBI and the CMP in Lima, Peru, in December 2014. Preparation of the 2015 versions of the reports is planned to start in the second part of 2015
	In total, 95 per cent or more of all data-related enquiries received by the secretariat are answered within one week	In the first half of the year, MDA received 130 enquires that required action. Of these, 99 per cent were answered within one week, exceeding the success criteria by 4 per cent
The international assessment and review (IAR) of GHG emissions and removals relating to quantified economy-wide emission reduction targets for developed country Parties is facilitated	The proportion of mandated outputs with respect to the further development of IAR delivered and delivered on time	All relevant mandates have been fulfilled on time
	The first round of the IAR process under the SBI is completed within the biennium 2014–2015	Multilateral assessment (MA) under the SBI was conducted for 40 Parties during SBI 42 and SBI 43. The MA for the remaining two Parties is planned for SBI 44 in December 2015
Training courses are updated and a sufficient number of experts are trained and ready to participate in the reviews under the Convention and its Kyoto Protocol	The number of experts participating in the training courses per year. Baseline and target: up to 60 experts per year	Refresher seminars for experienced reviewers were organized in March 2014 and in March 2015. Sixty-four experts participated in the training courses for reviews of GHG inventories under the Convention in 2014. Nineteen experts in 2014 and fifty-five experts in 2015 took the courses for review under the Kyoto Protocol. Thirteen experts took the courses for the review of the national communications and biennial reports in 2015
	The availability of timely updates of training materials. Target: up to five courses are updated and up to two new courses are developed by the end of the biennium 2014–2015	Four training courses for the review of biennial reports and national communications were developed in 2014 and offered to experts since the beginning of 2015. Update and completion of the training courses for reviews of GHG inventories under the Convention (six courses) to reflect the most recent Intergovernmental Panel on Climate Change methodologies and reporting and review guidelines is ongoing and planned to be completed and offered in the second half of 2015
Effective support is provided for the work of the subsidiary bodies and the Ad Hoc Working Group on the Durban Platform for Enhanced Action (ADP) on matters related to mitigation and clarification of developed countries' emission reduction targets	The proportion of mandated outputs delivered and delivered on time	On intended nationally determined contributions (INDCs), an online portal for the communication of INDCs was delivered at the beginning of the year. Two regional dialogues were organized and three are in preparation. A synthesis report on the aggregate effect of INDCs is in preparation, to be delivered by 1 November 2015
		Elements for a draft decision text as well a draft negotiating text was delivered on time under the ADP

Objective 2: to support Parties not included in Annex I to the Convention in the preparation and submission of their national communications and biennial update reports, including greenhouse gas inventory information, and in the preparation and implementation of nationally appropriate mitigation actions under the Convention (Article 4, paragraphs 1, 3, 8 and 9, and Article 12, paragraphs 1(a–c) and 4, of the Convention and decisions 10/CP.2, 31/CP.7, 17/CP.8, 3/CP.8, 2/CP.9, 8/CP.11, 1/CP.13, 1/CP.16, 2/CP.17,

17/CP.18, 18/CP.18 and 24/CP.18)

<i>Expected result(s)</i>	<i>Performance indicator(s)</i>	<i>Performance data</i>
Effective support is provided to non-Annex I Parties in the fulfilment of their reporting requirements under the Convention	The number of experts from non-Annex I Parties trained	286 national experts from non-Annex I Parties have been trained on the use of the non-Annex I GHG inventory software, and 719 national experts (many attended several specific events) from Africa and Asia received technical assistance on building sustainable national GHG inventory systems. 119 national experts from 100 non-Annex I Parties have been trained on the preparation of biennial update reports
	The number of national communications from non-Annex I Parties submitted during the biennium 2014–2015	19 national communications have been received and processed. 13 biennial update reports have been received and processed
The nationally appropriate mitigation action (NAMA) registry is established effectively and updated regularly	The number of users granted access to the registry	95 access rights were granted to developing countries for the submission of their NAMAs. 28 access rights were provided to support providers
	The number of mitigation actions and the provision of support recorded in the registry	95 NAMAs were recorded, 16 sources of support were recorded and 10 matches of action with support were made
The international consultation and analysis (ICA) process for biennial update reports from developing countries is facilitated	The roster of experts is established by the end of 2014	Notification to update the roster was sent to all Parties in July 2014. The existing electronic application to support the operation of the roster has been updated and work on a major upgrade of the roster is currently under way
	A package of training materials for the training of experts is developed by the end of 2014	The training materials were developed and used for the first round of the training held in the first quarter of 2015
	The number of experts trained to provide ICA support	67 experts on the UNFCCC roster of experts are now certified to be eligible to undertake the technical analysis of biennial update reports (BURs). The registration for the second batch of the training was opened in June 2015
	Templates for summary reports for the technical analysis and facilitative sharing of views are prepared	The template for summary reports of the technical analysis of BURs were developed and used for the first round of the technical analysis covering 11 BURs held on from 18 to 22 May 2015

Objective 3: to improve the methodological and scientific bases for enhancing the implementation of the Convention and its Kyoto Protocol (decisions 16/CMP.1, 10/CP.2, 31/CP.7, 17/CP.8, 3/CP.8, 2/CP.9, 8/CP.11, 6/CMP.3, 1/CP.13, 1/CP.16, 2/CMP.7, 2/CP.17, 12/CP.17, 1/CP.18, 9/CP.19, 10/CP.19, 11/CP.19, 12/CP.19, 13/CP.19, 14/CP.19 and 15/CP.19)

<i>Expected result(s)</i>	<i>Performance indicator(s)</i>	<i>Performance data</i>
Effective support is provided for the consideration of the scientific and methodological issues relating to the socioeconomic aspects of	The proportion of mandated outputs delivered and delivered on time	All relevant mandates have been fulfilled on time and the Subsidiary Body for Scientific and Technological Advice concluded its consideration of this item. This includes supporting negotiations, the update of a technical paper on developed country targets, the organization of an in-session event on land use, land-use change and forestry

mitigation

Work on methodological and scientific matters regarding LULUCF and agriculture as well as on reducing emissions from deforestation and forest degradation in developing countries (REDD-plus^c) is facilitated

The proportion of mandated outputs delivered and delivered on time

(LULUCF) and the use of market mechanisms in the context of developed country targets

All mandated outputs were delivered and delivered on time. This included the preparation of: (a) a technical paper on possible LULUCF activities and alternative approaches to addressing the risk of non-permanence under the clean development mechanism; (b) seven compilations of views of Parties on issues relating to LULUCF, REDD-plus and agriculture; and (c) a report on the in-session workshop on the current state of scientific knowledge on how to enhance the adaptation of agriculture to climate change impacts. Also, the secretariat organized: (a) an in-session expert meeting on matters relating to non-market-based approaches to support the implementation of REDD-plus; (b) an expert meeting on an information hub for information on REDD-plus results and results-based payments; (c) an in-session workshop on the development of early warning systems and contingency plans in relation to extreme weather events and its effects such as desertification, drought, floods, landslides, storm surge, soil erosion and saline water intrusion; (d) an in-session workshop on the assessment of risk and vulnerability of agricultural systems to different climate change scenarios at regional, national and local levels, including but not limited to pests and diseases; and (e) two technical assessments of submitted reference levels by developing country Parties as part of their implementation of REDD-plus activities. All reports of the above-mentioned events due by 30 June 2015 were delivered on time. Additionally, the secretariat facilitated the organization of two voluntary meetings on REDD-plus coordination of support

The number of representatives from Parties participating in the UNFCCC REDD discussion forum and web platform^d

During the reporting period, the platform received eight submissions. Since its launch in 2012 the REDD discussion forum has registered 284 users

Work on methodological and scientific matters is facilitated, including in the areas of common metrics, international aviation and maritime transport, and fluorinated gases

The proportion of mandated outputs delivered and delivered on time

Six outputs were mandated to be delivered during the reporting period, all of which were delivered on time^e

Cooperation with intergovernmental organizations active in REDD-related activities as well as activities related to LULUCF, agriculture, international maritime and aviation

The number of meetings of relevant intergovernmental organizations attended by secretariat staff to ensure that their activities related to REDD, LULUCF, agriculture, international maritime and aviation transport, and fluorinated

The secretariat attended 13 meetings of relevant intergovernmental organizations in the areas of mitigation, REDD-related activities and activities related to LULUCF, agriculture, international maritime and aviation transport, and fluorinated gases

transport, and fluorinated gases is maintained and further strengthened

gases actively contribute to the objective of the Convention within the area of their competencies

Objective 4: to support Parties, in particular developing country Parties, in meeting their specific needs and concerns arising from the impact of the implementation of response measures (Article 4, paragraphs 8–10, of the Convention, Article 2, paragraph 3, and Article 3, paragraph 14, of the Kyoto Protocol and decisions 5/CP.7, 1/CP.10, 1/CP.13, 1/CP.16, 1/CMP.16 and 8/CP.17)

<i>Expected result(s)</i>	<i>Performance indicator(s)</i>	<i>Performance data</i>
Effective support is provided to work relating to the impact of the implementation of response measures	The number of forums supported	Not applicable since the Parties could not conclude their work on impacts of the implementation of response measures at COP 19 and COP 20
	The number of documents prepared	A report on the in-forum workshop on cooperation on response strategies – area (b) of the work programme on the impact of the implementation of response measures was prepared. Compiled the information reported by Annex I Parties with respect to Article 3, paragraph 14, of the Kyoto Protocol. Prepared a synthesis paper based on the work of the forum and a technical paper on areas on convergence and cooperation based on submissions from Parties

^a Unless otherwise stated, expected results relate to work both under the Convention and under the Kyoto Protocol.

^b FCCC/SBI/2014/20 and FCCC/KP/CMP/2014/7 and Add.1, respectively.

^c In decision 1/CP.16, paragraph 70, the Conference of the Parties encouraged developing country Parties to contribute to mitigation actions in the forest sector by undertaking the following activities: reducing emissions from deforestation; reducing emissions from forest degradation; conservation of forest carbon stocks; sustainable management of forests; and enhancement of forest carbon stocks.

^d See <http://unfccc.int/methods_science/redd/items/4531.php>.

^e They included the support by MDA of the ongoing work of the Subsidiary Body for Scientific and Technological Advice on: (a) international aviation and maritime transport; (b) common metrics and the organization of a workshop on common metrics in April 2012; and (c) the implications of decisions 2/CMP.7 to 5/CMP.7 in relation to the second commitment period of the Kyoto Protocol on the previous decisions of the CMP on methodological issues related to the Kyoto Protocol, including those relating to Articles 5, 7 and 8, as well as the preparation of a relevant technical paper and the organization of a workshop.

Table 19

Objectives, expected results,^a performance indicators and performance data for the Finance, Technology and Capacity-building programme

Objective 1: to support the intergovernmental process with regard to the provision of financial resources to developing country Parties for adaptation and mitigation (Article 11 of the Convention and decisions 1/CP.13, 1/CP.16, 2/CP.17, 3/CP.17, 1/CP.18 and 1/CMP.3)

<i>Expected result(s)</i>	<i>Performance indicator(s)</i>	<i>Performance data</i>
Parties are effectively supported in intergovernmental negotiations on issues related to the functioning of the Financial Mechanism	The proportion of mandated outputs delivered and delivered on time	Two in-session workshops on long-term finance were held during the reporting period. The summary report of the in-session workshop held during 2014 was produced and published, and the report for the 2015 in-session workshop is being produced and will be delivered on time. The mandated outputs have been delivered on time in accordance with the decisions of the Conference of the Parties (COP)

Effective support is provided to the Standing Committee on Finance (SCF)	The proportion of mandated outputs delivered and delivered on time	Four meetings of the SCF and one forum of the SCF were held during the reporting period and support continues to be provided to the COP mandated activities of the SCF, such as the biennial assessment and overview of financial flows, the development of expert inputs for the fifth review of the Financial Mechanism, work on measurement, reporting and verification beyond the biennial assessment, guidance to the operating entities of the Financial Mechanisms, the 2015 SCF forum and work on coherence and coordination of finance for forests The finance portal modules have been regularly updated and new information pertaining to the sixth national communications and the first biennial reports has been included. The web pages on long-term finance and the SCF have been restructured and updated to include information on long-term finance in-session workshops, a joint Subsidiary Body for Scientific and Technological Advice (SBSTA)/Subsidiary Body for Implementation (SBI)/SCF in-session technical workshop, and the work of the SCF on the biennial assessment and overview of financial flows, as well as updated information on the SCF second information exchange forum and other related SCF mandated activities. All mandated outputs have been delivered on time for the reporting period
Effective support is provided to activities relating to the scaling up of financial resources and the enhanced provision of information on climate finance	The number of visits to the section on the Financial Mechanism and the finance portal on the UNFCCC website The proportion of mandated outputs delivered and delivered on time	A total of 42,719 visits were registered Logistical and substantive support was provided to the organization of two in-session workshops held, including the organization of three preparatory webinars and the summary report of the 2014 in-session workshop. An information document on the compilation and synthesis of the biennial submissions from developed country Parties on their strategies and approaches for scaling up climate finance from 2014 to 2020 has been produced and published^b Support was provided for the organization in 2015 of a joint SBSTA/SBI/SCF in-session technical workshop on methodologies for the reporting of financial information by Parties included in Annex I to the Convention. A technical paper on existing international methodologies for the reporting of financial information was also produced^c The mandated outputs have been delivered on time in accordance with COP decisions

Objective 2: to support and enhance cooperation among Parties and relevant organizations on research, development, demonstration, deployment, diffusion and transfer of technologies for adaptation and mitigation (decisions 4/CP.7, 3/CP.13, 4/CP.13, 1/CP.16, 2/CP.17, 4/CP.17, 1/CP.18, 13/CP.18 and 14/CP.18)

<i>Expected result(s)</i>	<i>Performance indicator(s)</i>	<i>Performance data</i>
Effective support is provided for intergovernmental work and negotiations on issues relating to technology development and transfer	The proportion of mandated outputs delivered and delivered on time	Three outputs were required to be delivered during the reporting period in accordance with the Technology Executive Committee (TEC) workplan; all were delivered on time The TEC two-year rolling workplan for 2014–2015 was successfully adopted at the eighth meeting of the TEC in March 2014. Support to the work of the TEC was provided intersessionally and during three meetings of the TEC in a timely manner
Effective support is provided to facilitate the effective engagement of relevant stakeholders under and outside of the Convention in the implementation of the Technology Mechanism, including through providing regularly updated information and analysis on the UNFCCC technology information clearing house (TT:CLEAR)	The number of partner agencies and organizations that participate in the work of the TEC The number of visits to TT:CLEAR	The TEC has established six task forces to work intersessionally to support the implementation of its workplan for 2014–2015. The task forces also include the active participation of representatives of 12 observer organizations TT:CLEAR received a total number of 539,275 page visits and more than 22,350 registered downloads

Objective 3: to enhance the capacity of Parties, and education, training, public awareness, public participation and public access to information and international cooperation activities by Parties, in particular developing country Parties, to enable the full, effective and sustained implementation of the Convention and its Kyoto Protocol (Article 6 of the Convention, Article 10(e) of the Kyoto Protocol and decisions 2/CP.7, 3/CP.7, 11/CP.8, 2/CP.10, 3/CP.10, 7/CP.10, 4/CP.12, 9/CP.13, 6/CP.14, 1/CP.16, 7/CP.16, 2/CP.17, 13/CP.17, 1/CP.18, 15/CP.18, 29/CMP.1, 6/CMP.2, 6/CMP.4, 11/CMP.6, 15/CMP.7, 10/CMP.8 and 11/CMP.8)

<i>Expected result(s) under the Convention</i>	<i>Performance indicator(s)</i>	<i>Performance data</i>
Effective support is provided for intergovernmental negotiations on issues related to capacity-building and to Article 6 of the Convention	The proportion of mandated outputs delivered and delivered on time	Five reports on capacity-building related issues were mandated and made available during the reporting period. One report was submitted on time and four reports were slightly late due to the delayed submissions of information from United Nations organizations and other institutions, and the timing of scheduled meetings of the bodies established under the Convention and its Kyoto Protocol Two reports on Article 6 of the Convention were mandated and made available during the reporting period
The Durban Forum on capacity-building and the dialogue on Article 6 of the Convention are	The level of satisfaction of participants of the Durban Forum and the dialogue on Article 6 of the Convention	Various regional groups, Parties and an observer constituency, in plenary statements, expressed appreciation for the successful organization of the 3 rd and 4 th meetings of the Durban Forum and the 2 nd and

facilitated		3 rd Dialogues on Article 6 of the Convention
The implementation of the frameworks for capacity-building is facilitated	The number of partner agencies and organizations that contribute to the implementation of the frameworks for capacity-building	A total of 358 partner agencies and organizations contributed to the implementation of the capacity-building frameworks
The implementation of the Doha work programme on Article 6 of the Convention is facilitated	The number of partner agencies and organizations that contribute to the implementation of the Doha work programme on Article 6 of the Convention	A total of 67 partner agencies and organizations contributed to the implementation of the Doha work programme on Article 6 of the Convention
	The number of registered users of the UNFCCC information network clearing house (CC:iNet)	A total of 916 users from different world regions were registered
	The level of satisfaction with CC:iNet of the users surveyed	Most consulted users have expressed no opinion or otherwise have shared low levels of satisfaction (71.9 per cent) with CC:iNet. Most consulted users have no opinion or otherwise have indicated that CC:iNet is not user-friendly (64.8 per cent)

^a Unless otherwise stated, expected results relate to work both under the Convention and under the Kyoto Protocol.

^b FCCC/CP/2015/INF.1.

^c FCCC/TP/2015/2.

Table 20

Objectives, expected results,^a performance indicators and performance data for the Adaptation programme

Objective 1: to support Parties, in particular developing country Parties, in assessing impacts, vulnerability and risks and in developing and implementing adaptation plans, policies and actions (Article 4, paragraphs 8 and 9, and Articles 5, 9, 10 and 12 of the Convention and decisions 5/CP.7, 28/CP.7, 1/CP.10, 2/CP.11, 4/CP.11, 1/CP.13, 8/CP.13, 1/CP.16, 6/CP.16, 5/CP.17, 6/CP.17, 7/CP.17, 3/CP.18, 11/CP.18 and 12/CP.18)

<i>Expected result(s) under the Convention</i>	<i>Performance indicator(s)</i>	<i>Performance data</i>
The work of the Adaptation Committee is successfully facilitated	The proportion of mandated outputs delivered and delivered on time	100 per cent of the mandated activities were delivered on time, as follows: during the six-month reporting period, the secretariat organized three Adaptation Committee meetings, including the first meeting of the Committee's task force on national adaptation plans. It also organized four workshops, of which one was in collaboration with the Nairobi work programme on impacts, vulnerability and adaptation to climate change (NWP) and one jointly with the Technology Executive Committee (TEC), and one with the Least Developed Countries Expert Group (LEG). It further organized its second Adaptation Forum and collaborated with the Standing Committee on Finance (SCF) on a forum on adaptation finance. In addition, it organized two in-session meetings during the fortieth sessions of the subsidiary bodies, and contributed to a range of other events and publications

	The proportion of working papers and information products delivered in support of the work programme of the Adaptation Committee and delivered on time	The Adaptation Committee produced a total of 39 mandated background papers for its meetings and workshops held during the reporting period. 100 per cent were delivered on time. The Adaptation Committee has further been contributing towards publications being prepared by the TEC (TEC briefs on adaptation), it contributed to the background paper for the SCF adaptation finance forum, as well as to documentation prepared jointly with the LEG
The process for the formulation and implementation of national adaptation plans (NAPs) is facilitated	The proportion of mandated outputs delivered and delivered on time	All mandated activities were delivered on time, including the compilation of submissions received from Parties and relevant organizations in response to decision 18/CP.19, paragraph 6, were compiled into a miscellaneous document and made available to the Subsidiary Body for Implementation (SBI) at its fortieth session in a timely manner. The submissions were also made available on the submission portal at <http://unfccc.int/5900>, including three more that were received after the deadline. Three information papers on the NAP process were also made available on time for SBI 41/the Conference of the Parties at its twentieth session (COP 20)
The implementation of the NWP is facilitated	The proportion of mandated outputs delivered and delivered on time	All expected results mandated during the reporting period were delivered on time. The joint meeting with the Adaptation Committee on the available tools for the use of indigenous and traditional knowledge and practices for adaptation, the needs of local and indigenous communities, and the application of gender-sensitive approaches and tools for adaptation was successfully organized, with the participation of relevant organizations, experts and practitioners, including preparation of the meeting report. In addition, the secretariat, under the guidance of the Chair of the Subsidiary Body for Scientific and Technological Advice (SBSTA), engaged and collaborated with the Adaptation Committee, the LEG, Parties, NWP partners, and regional centres and networks in implementation of activities under the NWP. To this end, the eighth NWP Focal Point Forum was successfully convened during SBSTA 41. Parties and NWP partner organizations contributed 170 case studies on good practices and lessons learned on ecosystems, water resources, health, human settlements, and on linking national and local adaptation planning. The secretariat also engaged regional centres and networks in sharing and disseminating knowledge on good practices and lessons learned on ecosystems, water resources, health, human settlements, and on linking national and local adaptation planning, at the regional level in 2015. Twenty-five regional centres and networks and five United Nations organizations/intergovernmental organizations (which will coordinate collaboration on behalf of their country/regional offices) have confirmed their engagement and that they would share the results and outcomes of relevant regional activities

		through the NWP. The outcomes of the regional activities will be reported to SBSTA 44. The secretariat also prepared three semi-annual progress reports and four NWP eUpdates (quarterly newsletter)
	The number of action pledges by NWP partners	Six new action pledges were made by partners, bringing the total number of action pledges to 184 at the end of the reporting period
Work on loss and damage is facilitated	The proportion of mandated outputs delivered and delivered on time	The interim members of the Executive Committee of the Warsaw International Mechanism for Loss and Damage associated with Climate Change Impacts were effectively supported intersessionally as well as in holding a two-part initial meeting in 2014 in order to develop a draft initial two-year workplan which was later endorsed by COP 20. The Executive Committee was further supported in holding an in-session information event on the margins of the fortieth sessions of the subsidiary bodies
The work of the LEG is facilitated	The proportion of mandated outputs delivered and delivered on time	The LEG was effectively supported in holding its three meetings in 2014 and 2015. The number of background documents prepared to support the three meetings is 12, 15 and 16, respectively. The LEG was also supported in holding a technical meeting on NAPs that took place prior to its 25 th meeting, which was attended by 50 experts from different organizations and disciplines. The LEG was supported in holding NAP Expos in 2014 and 2015, and in engaging a wide range of organizations across different disciplines to contribute to the implementation of its work programme. Four specific activities significantly benefited from the engagement of organizations, namely the technical meeting on NAPs, preparations for NAP Expo, preparations and conduct of regional training workshops on NAPs in 2014 and 2015, the development of NAP Central, and the review of methodologies for capturing and sharing best practices and lessons learned in addressing adaptation in the least developed countries (LDCs)
	The level of satisfaction of users of the knowledge products prepared by the LEG and the secretariat	The SBI at its fortieth, forty-first and forty-second sessions expressed its appreciation to the LEG for its work on technical guidance and support to the NAP process for LDCs

Objective 2: to support the review of the adequacy of the long-term global goal and the consideration of various matters related to science, research and systematic observation (Articles 2, 4, paragraph 1(g) and (h), 5, 9 and 12, of the Convention and decisions 8/CP.3, 14/CP.4, 5/CP.5, 5/CP.10, 11/CP.9, 11/CP.13, 9/CP.15, 1/CP.16, 2/CP.17 and 16/CP.17)

<i>Expected result(s)</i>	<i>Performance indicator(s)</i>	<i>Performance data</i>
Work by the Convention bodies on matters related to science, research and systematic observation is facilitated	The proportion of mandated outputs delivered and delivered on time	Ten mandates required output delivery during the reporting period. The 6 th and 7 th meetings of the research dialogue were organized successfully at SBSTA 40 and SBSTA 42 and three documents were made available to Parties (the report on the workshop on ecosystems with high-carbon reservoirs and two reports summarizing information on enhanced availability and visibility of scientific information).

The views from Parties and information from research programmes and organizations for the 6th and 7th meetings of the research dialogue were posted on the UNFCCC website, and the secretariat continued to improve and enhance the visibility of scientific information on the website. All achieved outputs were delivered on time; one mandated outcome is an ongoing activity

Global Climate Observing System, in collaboration with the Intergovernmental Panel on Climate Change (IPCC) and the UNFCCC, organized a workshop on enhancing observations to support preparedness and adaptation in a changing climate – learning from the IPCC Fifth Assessment Report (AR5)

The number of international and regional programmes and organizations taking part in the research dialogue under the Convention. Baseline and target: eight programmes and/or organizations

A total of 23 presentations were made during the research dialogues held during SBSTA 40 and SBSTA 42, with 20 presentations being made on behalf of 10 international research programmes and organizations and the IPCC

In addition, given the recent releases of the contributions of Working Groups II and III to the AR5 and of the synthesis report of the AR5, the secretariat facilitated the organization of three SBSTA–IPCC special events during SBSTA 40 and SBSTA 41 on the AR5

The periodic review of the adequacy of the long-term global goal is facilitated

The proportion of mandated outputs delivered and delivered on time

Fourteen mandates required output delivery during the reporting period. These included support for the work of the structured expert dialogue (SED) on the 2013–2015 review and of its co-facilitators, the organization of the 3rd and 4th meetings of the SED, the compilation of views from Parties on future work of the SED and on how the outcomes of the 2013–2015 review will inform the work of the Ad Hoc Working Group on the Durban Platform for Enhanced Action (ADP), the gathering of information and additional inputs relevant for conducting the review, the identifying of information gaps and the gathering of information on the adequacy of the long-term global goal and the overall progress made towards it

SED 3 and SED 4, part 1, were held during the fortieth and forty-first sessions of the subsidiary bodies to consider the adequacy of the long-term global goal based on the contributions of Working Groups II and III to the AR5 and of the synthesis report of the AR5. SED 4, part 2, was held in conjunction with the eighth part of the second session of the ADP to address the key findings of reports prepared by United Nations agencies; the work done in relevant processes under the Convention; and regional and emerging information. Information notes by the co-facilitators of the SED on the approach for SED meetings were made available to Parties, and the views of Parties were compiled and posted on the UNFCCC website. The summary reports of SED 3 and SED 4 were posted on the UNFCCC website

A total of 38 presentations were made during SED 3 and SED 4 by the IPCC and other experts, and the proceedings of the meeting were webcast

A note on national information available for consideration by the SED and the report of SED were made available to Parties. The report of the SED was launched at a special SBSTA and SBI event held at the forty-second sessions of the subsidiary bodies

All mandated outputs were delivered on time; one mandated outcome is ongoing

Supporting the consideration of a shared vision for long-term cooperative action

The proportion of mandated outputs delivered and delivered on time

All mandated outputs were delivered on time. ADP 2, part 4, was effectively supported on matters relating to long-term aspects and equity (March 2014). A non-paper was prepared for ADP 2, part 5 (June 2014), synthesizing Parties' views on elements for a draft negotiating text, including on these aspects

Objective 3: to engage a wide range of stakeholders and to widely disseminate information by effective means, including through the UNFCCC website (decisions 2/CP.11, 1/CP.13, 1/CP.16 and 6/CP.16)

Expected result(s)

Performance indicator(s)

Performance data

A wide range of stakeholders is engaged in the implementation of all relevant mandates

The number of collaborative activities facilitated between organizations and between Parties and organizations

The programme collaborated with many intergovernmental organizations (IGOs) and United Nations organizations in supporting adaptation activities, including through the work of the Adaptation Committee, in promoting synergy and in strengthening engagement with national, regional and international organizations, centres and networks. The work of the LEG, including the implementation of national adaptation programmes of action was also effectively supported. The programme also supported the work under the Warsaw International Mechanism, the process to formulate and implement NAPs, and the work of the NWP. IGOs with which the secretariat cooperated on adaptation included the Global Environment Facility secretariat, the IPCC, the secretariats of the United Nations Convention to Combat Desertification and of the Convention on Biological Diversity, the United Nations Office for Disaster Risk Reduction, the United Nations Development Programme (UNDP), the United Nations Environment Programme (UNEP), the World Health Organization and the World Bank

The video documentary "Adapting to a changing climate", a product of the Adaptation Committee has been viewed over 8,000 times and was advertised by United Nations Television and Video, and was used by UNEP and UNDP

Comprehensive user-friendly information is made available in a timely manner

The information contained in the sections of the UNFCCC website dedicated to adaptation is regularly updated. Baseline and target: to update the information

Information contained in the sections of the UNFCCC website dedicated to adaptation^b was updated on a continuous basis. Processes were put in place to implement important updates in a timely manner

every two weeks

The number of visits to the sections of the UNFCCC website dedicated to adaptation

The number of visits to pages related to Adaptation has increased by 8.5 per cent in relation to the period July 2012–December 2013. In the same time frame, the visits to pages under the “Science” section have increased by 59 per cent^c

^a Unless otherwise stated, expected results relate to work both under the Convention and under the Kyoto Protocol.

^b See <<http://unfccc.int/4159>>.

^c Visits: Adaptation (210,511/228,473), Science (52,222/81,028). These numbers only apply to the first and second layers of the Adaptation page structure. Due to technical limitations, not all visits to subpages could be measured.

Table 21

Objectives, expected results,^a performance indicators and performance data for the Sustainable Development Mechanisms programme

Objective 1: to realize the full potential of sustainable development mechanisms to enhance the implementation of the Convention (Article 4, paragraph 2(a), of the Convention, Articles 3, 6, 12 and 17 of the Kyoto Protocol and decisions of the Conference of the Parties serving as the meeting of the Parties to the Kyoto Protocol (CMP) related to the clean development mechanism (CDM))

<i>Expected result(s) under the Kyoto Protocol</i>	<i>Performance indicator(s)</i>	<i>Performance data</i>
Work programmes under the intergovernmental bodies concerning the further development of the project-based mechanisms are facilitated	The proportion of mandated outputs delivered and delivered on time	All six mandated outputs were delivered on time including: assistance offered to designated national authorities for the development of guidelines for local stakeholder consultations (3/CMP.9, para. 20); secretariat continues its function of facilitator of the Nairobi Framework ^b (3/CMP.9, para. 24); a technical paper to the fortieth sessions of the subsidiary bodies (4/CMP.9, para. 1); publication of submissions from Parties on the UNFCCC website (4/CMP.1, para. 2); a technical paper (5/CMP.10, para. 5) and one synthesis report submitted to the forty-second sessions of the subsidiary bodies (5/CMP.10, para. 7)
Parties are supported in their consideration and development of further market-based and other collaborative mechanisms	The proportion of mandated outputs delivered and delivered on time	100 per cent (6 of 6) mandates from the Subsidiary Body of Scientific and Technological Advice at its fortieth session were implemented and completed in the second half of 2014 on time and to the satisfaction of the clients. There were no mandates in the period January–June 2014 and January–June 2015

Objective 2: to support and optimize the operation of the clean development mechanism (Article 12 of the Kyoto Protocol and the CMP decisions related to the CDM)

Meetings of the CDM Executive Board are efficiently organized and well supported	The level of satisfaction of the members of the CDM Executive Board with the support provided	One hundred per cent (12 out of 12) of the survey respondents expressed satisfaction with the support provided
	The proportion of meeting documents made available fully in accordance with the rules of procedure of the CDM Executive Board	The secretariat organized and supported five meetings of the CDM Executive Board, such that 92 per cent (105 of 114) of all documents were made available fully in accordance with the rules of procedure. The remaining documents were late submissions

	The proportion of mandated outputs delivered and delivered on time	Fifty-nine per cent (106 of 180) of the CDM Executive Board mandated outputs were delivered in accordance with the specified timelines. Thirty-four per cent (61 of 180) of mandated outputs are ongoing and the remaining seven per cent (13 of 180) mandated outputs are continuous at every meeting and have been delivered in accordance with the specified timelines
The operation of the CDM is facilitated efficiently	The proportion of methodology cases (new methodologies and revision of existing ones) processed within the specified timelines	100 per cent of the bottom-up submissions were processed within the timelines specified by the procedures; eight new methodologies and 85 draft revisions of existing methodologies/tools/guidelines, developed under bottom-up and top-down workstreams have been processed within the specific timelines
	The proportion of new registrations processed within the specified timelines	91 per cent of new registrations were processed within the specified timelines
	The proportion of issuance instructions processed within the specified timelines	94 per cent of issuance instructions were processed within the specified timelines
	The proportion of applications for accreditation processed within the specified timelines	100 per cent (1 of 1) of applications for accreditation were processed within the specified timelines
Participation in CDM project activities and programmes of activities (PoAs) is facilitated	The number of standards developed or simplified that are relevant to low-income communities (including the development of standardized baselines)	Thirty-four standards were developed or simplified that are relevant to low-income communities. In addition, 31 standardized baselines are being processed
	The number of countries with 10 or more registered projects	The number of countries with 10 or more registered projects is 42
	The number of PoA registrations in underrepresented regions	The number of PoA registrations in underrepresented regions is 247

Objective 3: to support and optimize the operation of joint implementation (Article 6 of the Kyoto Protocol and decisions 9/CMP.1, 10/CMP.1, 2/CMP.2, 3/CMP.2, 3/CMP.3, 5/CMP.4, 3/CMP.5 and 4/CMP.6)

<i>Expected result(s)</i>	<i>Performance indicator(s)</i>	<i>Performance data</i>
Meetings of the Joint Implementation Supervisory Committee (JISC) are efficiently organized and well supported	The level of satisfaction of the members of the JISC with the support provided	One hundred per cent (11 out of 11) of the survey respondents expressed satisfaction with the support provided
	The proportion of meeting documents made available fully in accordance with the rules of procedure of the JISC	The secretariat organized and supported meetings of the JISC, such that 87 per cent (13 of 15) of all documents were made available fully in accordance with the rules of procedure. The remaining documents were late submissions

	The proportion of mandated outputs delivered and delivered on time	76 per cent (29 of 38) of the CDM Executive Board mandated outputs were delivered fully in accordance with the specified timelines. 24 per cent (9 of 38) of mandated outputs are ongoing in accordance with the specified timelines
The operation of the joint implementation track 2 ^c procedure is facilitated efficiently	The proportion of determination cases processed within the specified timelines	No determination cases were received during the reporting period
	The proportion of verification cases processed within the specified timelines	No verification cases were received during the reporting period
	The proportion of applications for accreditation processed within the specified timelines	No applications for accreditation were received during the reporting period

^a Unless otherwise stated, expected results relate to work both under the Convention and under the Kyoto Protocol.

^b See <http://cdm.unfccc.int/Nairobi_Framework/index.html>.

^c The verification procedure under the JISC defined in decision 9/CMP.1, annex, paragraphs 30–45.

Table 22

Objectives, expected results,^a performance indicators and performance data for the Legal Affairs programme

Objective 1: to provide legal advice and support so that the Convention and its Kyoto Protocol, as well as the outcomes from the negotiations under the Bali Road Map, are implemented and the associated intergovernmental process is conducted in accordance with legal, procedural and institutional requirements

<i>Expected result(s)</i>	<i>Performance indicator(s)</i>	<i>Performance data</i>
The Convention and its Kyoto Protocol, as well as any new international agreement(s) adopted thereunder, are interpreted and implemented in accordance with relevant legal, procedural and institutional requirements	The absence of complaints by Parties and other stakeholders regarding the timeliness and soundness of legal advice and support provided by the secretariat. Baseline: complaints are resolved within six months. Target: no complaints	During the first 18 months of the biennium, the Legal Affairs (LA) programme issued at least 136 legal opinions on at least 18 different types of legal issues. Nine of these legal opinions were provided directly to Parties. The secretariat did not receive any complaints from Parties or other stakeholders regarding the timeliness and soundness of such legal advice or the legal support provided by the secretariat during the reporting period
	The absence of complaints by Parties with respect to the legal support provided by the secretariat to the intergovernmental process. Baseline: complaints are resolved within six months. Target: no complaints	The intergovernmental process was one of the main areas of the work of the LA programme during the reporting period. Fifty-four of the 136 legal opinions issued from 1 January 2014 to 30 June 2015 dealt with the legal, procedural and institutional requirements of the intergovernmental process
The bodies established under the Convention and its Kyoto Protocol, including constituted bodies as well as the intergovernmental process, function and operate in accordance with legal,	The proportion of concerns, issues or disputes raised by public/private entities against constituted bodies under the Convention and its Kyoto Protocol or their members that are addressed and resolved expeditiously and	The concerns and issues that were raised by public or private entities or their members in the reporting period were expeditiously resolved and did not lead to legal action against any individuals serving on constituted bodies

procedural and institutional requirements	amicably and do not result in legal action against individuals serving on these constituted bodies. Baseline and target: concerns, issues or disputes are resolved within six months and no issues lead to legal action against any individual serving on such bodies	
	The absence of complaints by Parties and members of constituted bodies with respect to the legal advice and support provided to bodies established under the Convention and its Kyoto Protocol. Baseline: complaints are resolved within six months. Target: no complaints	The secretariat did not receive any complaints from Parties or members of constituted bodies with respect to the legal advice and support provided to bodies established under the Convention and its Kyoto Protocol during the reporting period

Objective 2: to facilitate the operations of the secretariat and to ensure that they are conducted in accordance with legal, procedural and institutional requirements

<i>Expected result(s)</i>	<i>Performance indicator(s)</i>	<i>Performance data</i>
The operations of the secretariat and the UNFCCC process are conducted in accordance with applicable United Nations rules and regulations, the legislative authority of the Conference of the Parties, the Conference of the Parties serving as the meeting of the Parties to the Kyoto Protocol (CMP) and UNFCCC requirements	The proportion of contracts and other legal instruments between the secretariat and service providers, governments, other international organizations and other partners that are concluded expeditiously and in a legally sound manner, thereby facilitating the smooth operation of the secretariat and the UNFCCC process. Baseline and target: all contracts and other legal instruments are concluded in a timely and legally sound manner and any disputes arising therefrom are settled within 12 months	In the period from 1 January 2014 to 30 June 2015, the LA programme provided final clearance to 139 legal instruments that could be concluded on behalf of the secretariat. During the same period, the secretariat concluded 114 legal instruments with third parties after these instruments had been reviewed or drafted and cleared by LA. No disputes have arisen nor were issues raised in the implementation of these instruments
	The number of audit queries and queries raised by the United Nations Office of Legal Affairs on the adequacy and appropriateness of legal arrangements entered into by the secretariat. Baseline and target: no audit queries and queries raised by the United Nations Office of Legal Affairs	In the period from 1 January 2014 to 30 June 2015, no audit queries or queries from the United Nations Office of Legal Affairs were received in relation to the appropriateness of legal arrangements entered into by the secretariat

Objective 3: to facilitate the effective operation of the compliance mechanism in support of the environmental integrity of the Kyoto Protocol and the credibility of the market mechanisms

<i>Expected result(s)</i>	<i>Performance indicator(s)</i>	<i>Performance data</i>
The Compliance Committee takes decisions based on best available information	The level of satisfaction expressed by members and alternate members of the Compliance Committee regarding the secretariat's support. Baseline and target: a high level of satisfaction	A web-based survey on the level of satisfaction express by members and alternate members of the Compliance Committee with the support of the secretariat was conducted by an independent expert from 7 to 23 July 2015. The results of the survey, which had a 46 per cent response rate (19 of 41 possible respondents), indicate a continuing improvement in satisfaction ratings both in overall terms and specific areas. The vast majority of members and alternate members of the Committee who completed the survey (68 per cent) expressed a high level of satisfaction with the support provided by the secretariat to the Compliance Committee
The CMP is provided with adequate and effective advice and support in the development of policy guidance to the Compliance Committee	The absence of complaints raised by Parties with respect to the legal advice and support provided by the secretariat in the development of policy guidance. Baseline and target: no complaints	The secretariat provided the CMP with support in the latter's consideration of the ninth annual report of the Compliance Committee, which was noted at CMP 11. No complaints were raised by Parties with respect to the legal support provided by the secretariat
Information on the actions taken by the Compliance Committee is made available to the Party concerned and other relevant actors, including the public, in a clear and timely fashion	Information on the actions taken by the Compliance Committee is made available in a clear and timely fashion. Baseline: to ensure that 95 per cent of documents are issued within the required timelines. Target: to ensure that 100 per cent of documents are issued within the timelines set out in the relevant procedures	In the reporting period, all the Compliance Committee documents prepared by the secretariat were made available to the members and alternate members of the Compliance Committee and the public in accordance with the timelines set out in the annex to decision 27/CMP.1 and the annex to decision 4/CMP.2, as amended by decisions 4/CMP.4 and 8/CMP.9

^a Unless otherwise stated, expected results relate to work both under the Convention and under the Kyoto Protocol.

Table 23

Objectives, expected results,^a performance indicators and performance data for the Conference Affairs Services programme

Objective 1: to advance the climate change intergovernmental process as a result of attendance at, active participation in and collaboration by representatives of Parties in UNFCCC conferences and events

<i>Expected result(s)</i>	<i>Performance indicator(s)</i>	<i>Performance data</i>
The intergovernmental process is facilitated through the provision of information, in-depth insight and analysis, problem-solving and the appropriate treatment of	The proportion of communications to which the Conference Affairs Services (CAS) programme responds. Baseline and target: to ensure that CAS responds to 100 per cent of communications	The programme responded to all communications in a timely manner

delegates according to protocol	The average response time	The average response time was 31 minutes
Representatives from eligible Parties, including those eligible for funding through the Trust Fund for Participation in the UNFCCC Process, can attend all relevant meetings and actively participate in this process	The proportion of eligible participants funded	A total of 1,382 nominations were received and reviewed for funding for the sessions of the subsidiary bodies during the reporting period
		A total of 1,306 participants from Parties eligible for funding were effectively funded. Therefore, 95 per cent of eligible participants were actually funded. The remaining 5 per cent declined the offer for unknown reasons
	The average duration of the admission process (waiting and processing time). Baseline and target: less than 1.5 minutes	The average duration of the admission process was 60 seconds

Objective 2: to assist Parties in advancing the climate change intergovernmental process as a result of observer engagement therein

<i>Expected result(s)</i>	<i>Performance indicator(s)</i>	<i>Performance data</i>
Eligible members of civil society and intergovernmental organizations are admitted by the Conference of the Parties (COP) and enabled to attend sessions within the capacity limit	The number of organizations for which the COP disagrees with the eligibility assessment made by the secretariat. Baseline and target: none	116 applications for admission were reviewed for COP 20/ the Conference of the Parties serving as the meeting of the Parties to the Kyoto Protocol (CMP) at its tenth session and the eligibility decisions were made during the reporting period. None of these decisions was disagreed with by the COP
		245 applications for admission were reviewed in time for COP 21/CMP 11 and the eligibility decisions were made during the reporting period
Input by observer organizations to the intergovernmental process is facilitated	The number of opportunities to make submissions to the negotiation process	160 observer submissions by more than 430 organizations were processed
	The number of opportunities to intervene at plenary and contact group meetings as well as at in-session workshops	121 opportunities were facilitated; 97 of them were implemented
	The proportion of mandated outputs delivered and delivered on time	The proportion of mandated outputs delivered and delivered on time was 100 per cent

Objective 3: to facilitate the work of delegates and assist in the intergovernmental process by maintaining the quality, clarity and readability of documents and ensuring their timely availability

<i>Expected result(s)</i>	<i>Performance indicator(s)</i>	<i>Performance data</i>
Official documents are made available to stakeholders on time and in all six official languages of the United Nations where applicable	The percentage of documents, including versions in the six official languages of the United Nations, that have been submitted to CAS in accordance with United Nations deadlines and made available to Parties on time	A total of 60 documents were mandated to be made available during the reporting period. All documents were made available and 57 per cent (34 of 60) were made available on time. Delays in the availability of the remaining 43 per cent of the documents (26 of 60) were mainly due to the additional negotiating sessions and the requirements of Parties

Objective 4: to provide suitable surroundings and comprehensive, state-of-the-art logistical and technical support so that meetings proceed smoothly and productively

<i>Expected result(s)</i>	<i>Performance indicator(s)</i>	<i>Performance data</i>
Comprehensive and functional conference facilities for participants in the climate change negotiation process are planned and provided for	The number of complaints received with regard to conference facilities	A total of 165 sessions and meetings were held, including pre-sessional meetings of the four regional groups, and no complaints with regard to conference facilities were received
	The number of reports of technical failures with regard to sound projectors, electricity, etc., relative to the size, duration and frequency of workshops and meetings	A total of 165 sessions and meetings were held, including pre-sessional meetings of the four regional groups, and no reports of technical failures with regard to sound projectors, electricity, etc., were received

^a Unless otherwise stated, expected results relate to work both under the Convention and under the Kyoto Protocol.

Table 24

Objectives, expected results,^a performance indicators and performance data for the Communications and Outreach programme

Objective 1: to make available to Parties, observer organizations, the public and other stakeholders authoritative and up-to-date information regarding the UNFCCC process in a user-friendly and cost-efficient manner (Articles 6(b) and 8, paragraph 2, of the Convention and Articles 10(d) and 14, paragraph 2, of the Kyoto Protocol)

<i>Expected result(s)</i>	<i>Performance indicator(s)</i>	<i>Performance data</i>
The UNFCCC website and its applications are recognized as the central information source for authoritative, up-to-date, comprehensive and user-friendly information on the UNFCCC process	The volume of data downloaded per website visit	10,086,493 pages were viewed by 2,037,065 users and 18.1 million documents were downloaded during the reporting period
	The number of interactive webcast sessions via social media (e.g. Facebook and Twitter)	The level of interaction has increased significantly, in particular via social media channels (see data on Facebook and Twitter below). In addition to the interactive webcast sessions, new interactive tools were introduced during the reporting period: Periscope, Google Hangouts and Twitter Chats During the reporting period, the secretariat posted more than 2,500 tweets on Twitter and 620 items on the UNFCCC Facebook page. Within the reporting period, the secretariat's Twitter account exceeded the 190,000 milestone, and the secretariat's Facebook account grew to 117,000 fans
The UNFCCC publications and information material meet the needs of Parties and stakeholders	The level of user satisfaction with the information and data made available on the UNFCCC website through the secretariat's social media	The web survey results conducted in July–August 2015 confirm 83 per cent of the survey participants are satisfied with the secretariat's digital information materials such as the website, the mobile app, the

	channels and other information material	social media tools and new platforms like the Newsroom, the intended nationally determined contribution portal or the nationally appropriate mitigation action news site
Global and specialist media and non-governmental organizations are informed about the progress and decisions of the intergovernmental process and its objectives		Outreach to media has significantly risen in the reporting period. Editorials (114) and media interviews (119) by the Executive Secretary have more than doubled, and major media organizations are using the Newsroom as an original source and checklist on climate news

Objective 2: to facilitate the search and retrieval of UNFCCC documents and information and to improve knowledge-sharing and collaboration

<i>Expected result(s)</i>	<i>Performance indicator(s)</i>	<i>Performance data</i>
Internal communication, collaboration and knowledge-sharing is improved through the use of the appropriate tools and systems	The level of staff satisfaction with the intranet	Eleven internal newsletter publications were published, with over 139,502 page views. The intranet is now scheduled to be relaunched in 2015. Information on the level of satisfaction of staff will be provided in the 2015 budget performance report
Parties, observers, secretariat staff and the general public have ready access to well-organized and comprehensive official documentation on the climate change negotiation process	The amount of official documents downloaded	A total of 10,598,018 official documents, including language versions and national communications, were downloaded in a timely manner
Records are managed in accordance with the secretariat's policy and guidelines		233 linear metres of inactive records have been processed and transferred to the Record Centre, 326 linear metres of obsolete records were destroyed in a confidential and controlled manner, and 201 retrieval requests have been processed, making records and audiovisual recordings accessible to requesting staff as well to external clients

^a Unless otherwise stated, expected results relate to work both under the Convention and under the Kyoto Protocol.

Table 25

Objectives, expected results,^a performance indicators and performance data for the Information Technology Services programme

Objective 1: to maintain and strengthen the secretariat's information technology infrastructure

<i>Expected result(s)</i>	<i>Performance indicator(s)</i>	<i>Performance data</i>
Support services meet user requirements	The proportion of information technology (IT) service requests responded to and completed within 90 days. Baseline: 70 per cent of requests. Target: 90 per	During the reporting period, 25,850 work orders were created by the in-house service desk (excluding the externally contracted international transaction log (ITL) service desk). A total of 99.74 per cent were answered within the timelines

cent of requests

specified in the Service Level Agreement (SLA) and 88.98 per cent were resolved within the timelines specified in the SLA

During the reporting period, a total of 8,243 incoming calls, 15,680 e-mails to the service desk e-mail address and 3,071 e-mails to the service desk info mailbox were received

The performance metrics set for the ITL service desk are: 90 per cent of phone calls answered within 10 seconds, no more than 5 per cent of calls abandoned (user hanging up before being answered) within 20 seconds and 85 per cent of e-mails answered within 30 minutes. These three targets were met and exceeded for the 18-month period ending in June 2015: 97.36 per cent of phone calls were answered within 10 seconds, 0.00 per cent of phone calls were abandoned within 20 seconds and 97.64 per cent of e-mails were answered within 30 minutes

Conferences and workshops are supported by effective and efficient IT services

The proportion of conferences and workshops serviced at the agreed levels. Baseline and target: to ensure that 100 per cent are serviced at the agreed levels

During the reporting period, the services for six conferences (three sessions of the Ad Hoc Working Group on the Durban Platform for Enhanced Action (ADP), two sessions of the subsidiary bodies and one session of the Conference of the Parties (COP)) were successfully delivered. It was the first time that an ADP session (in February 2015) was convened in Geneva, Switzerland, using a United Nations Conference Centre where most of the cabling infrastructure is aged. Nevertheless no major issues were reported during the ADP session. The forty-second sessions of the subsidiary bodies were successfully convened in the World Conference Center Bonn with a newly built infrastructure. Only some adjustments were required to improve the high availability of the network. Lessons learned during the conferences will be consolidated in order to implement improvements in future conferences

In addition to the major conferences, services were provided for 106 workshops and 426 virtual presence facilities. The virtual presence facilities (such as WebEx) enabled remote delegates to actively participate in the workshops without the need to travel to the meeting venue

100 per cent of the conferences and workshops were serviced at the agreed level

During the reporting period, the following service and IT security improvements have been achieved: The mobile conference equipment has received security updates, including firmware updates and security patches to ensure readiness for COP 21 conferences; various updates and installations have been implemented to increase security of secretariat data, such as Enterprise Certificate Authority server, BitLocker encryption for data on laptops and a mobile

		device management system; Langer Eugen infrastructure and workshop virtual infrastructures have been upgraded to the latest version of VMware; 95 per cent of messaging data has been migrated from Lotus Notes to Microsoft Exchange and Lync 2013; all printing devices have been replaced under a new and more cost-effective contract; all multifunctional printer printing services have been secured with a log in; the data backup system has been upgraded to the latest version and a new media server has been installed to speed up backup jobs; PeerLink File Collaboration software was deployed to improve file sharing during conferences; Microsoft Systems Center Operations Manager has been installed for a better monitoring of the Active Directory and related services; the VoIP system was upgraded to version 2013
The communications data centre and related infrastructure services are supplied in accordance with agreed service levels	Infrastructure services availability during service hours. Baseline: 95 per cent availability. Target: 98 per cent availability	No major downtime occurred during the reporting period and 99 per cent of the work orders escalated to the Network Core Team were resolved in a timely manner The Wi-Fi coverage enhancement in the office building of House Carstanjen was completed in the first quarter of 2015. The implementation of a new proxy system by Cisco Ironport is in the final stage of roll-out. Other activities for enhancing the security system, such as the implementation of Certificate Authority Server and BitLocker are on the way with a planned finalization by the end of this year All network systems at headquarters received security updates including the latest firmware and security patches to enhance security

Objective 2: to maintain and enhance the UNFCCC information systems

<i>Expected result(s)</i>	<i>Performance indicator(s)</i>	<i>Performance data</i>
Mandated systems meet the specified requirements	Mandated systems are operated and supported in accordance with defined service levels	During the reporting period the Information Technology Services (ITS) programme has delivered the following new and updated mandated systems: intended nationally determined contribution submission portal; an enhanced common reporting format Reporter system for reporting greenhouse gas (GHG) inventories; UNFCCC submissions portal; GHG data interface; NAP Central; nationally appropriate mitigation action registry; finance portal for climate change; capacity-building portal; technology information clearing house (TT:CLEAR); biennial reporting – common tabular format; biennial reporting – virtual team room; inventory virtual team room; roster of experts; compilation and accounting database; and multilateral assessments In addition, ITS has completed wave 1 of the planned three-wave implementation of a new data warehouse for storing, analysing and reporting on GHG (and

Business-enabling systems, including collaboration and web services are operated and maintained at agreed service levels	The average availability of business-enabling systems. Baseline: 95 per cent availability. Target: 98 per cent availability	other) data All of the above-mentioned systems and other mandated systems which did not receive updates during the reporting period are being operated as services and are supported via the ITS first, second and third line support operation During the reporting period, ITS has delivered the following new or enhanced business-enabling systems: consolidation of the collaboration platform; migration from Lotus Notes to Microsoft Exchange; migration to Windows 7; new Budget Tool; electronic Official Document System; in-session daily updates; Momentum for Change; the Management Team's decision catalogue and tracking site; communications and outreach systems for Groundswell, Momentum for Change and Stakeholder Interaction initiatives; sustainable development co-benefits tool; staff assignment list planning database; time accounting system; single sign-on for the Learning Management System; conference on-line registration system; special event online request system; and observer organizations admission system During the reporting period, all of the 17 monitored systems reached their availability target of 98 per cent, including planned maintenance time The secretariat's outsourced collaboration platform fell short of the contractually agreed availability targets of 99 per cent in two months (July and September 2014). Contractual performance management mechanisms were activated at that point. Since October 2014 the platform was operated at agreed target levels
--	---	--

^a Unless otherwise stated, expected results relate to work both under the Convention and under the Kyoto Protocol.

Table 26

Objectives, expected results,^a performance indicators and performance data for the Administrative Services programme

Objective 1: to facilitate the mobilization, allocation and utilization of resources (Article 8, paragraph 2(f), of the Convention, Article 14, paragraph 2, of the Kyoto Protocol and decision 15/CP.1)

<i>Expected result(s)</i>	<i>Performance indicator(s)</i>	<i>Performance data</i>
Parties are kept fully informed with regard to the receipt and utilization of financial resources	Financial statements are made available to Parties in a timely manner	The audited financial statements for 2012–2013 were completed on time and will be presented to the Subsidiary Body for Implementation in December 2015
Coherence and transparency in fundraising and the use of funds	The proportion of donor reports submitted on time	A total of 121 donor reports were due during the reporting period, of which 53 (or 44 per cent) were issued on time

Optimal budget implementation rate	Expenditure levels compared with the approved budget. Target: 99 per cent	The implementation rate of the core budget had reached 75.8 per cent through to June 2015. While this is above the ideal rate of 75 per cent, it is expected that the target will be reached by the end of the biennium
Compliance with United Nations financial regulations and rules and UNFCCC financial procedures	The implementation rate of audit recommendations relating to financial and administrative matters. Baseline: 70 per cent implementation rate. Target: 90 per cent implementation rate	Of the six recommendations made for the biennium 2012–2013, five were implemented (83 per cent) and one (17 per cent) is under implementation

Objective 2: to facilitate the timely recruitment and retention of staff who meet the highest standards of efficiency, competence and integrity in order to support mandated activities to the largest extent possible (Article 8, paragraph 2(f), of the Convention and Article 14, paragraph 2, of the Kyoto Protocol)

<i>Expected result(s)</i>	<i>Performance indicators(s)</i>	<i>Performance data</i>
Competent and motivated staff reflecting a broad geographical spectrum and gender balance are recruited and retained	The percentage of staff from Parties not included in Annex I to the Convention (non-Annex I Parties). Actual figures as at March 2013: 50 per cent of staff in the Professional category and above were from non-Annex I Parties. Target: to increase this percentage	A total of 49 per cent of staff in the Professional and higher levels were from non-Annex I Parties as at 30 June 2015
	The percentage of women in posts in the Professional and higher categories. Actual figures as at March 2013: 41 per cent of staff in the Professional category and above were women. Target: to increase this percentage to 50 per cent	As at 30 June 2015, 39 per cent of staff in the Professional and higher levels were women
	The percentage of recruitment completed within the required time frame. Baseline: four months per Professional post from advertising to approval by the Executive Secretary. Target: to reduce this time frame to three months	The targeted time frame for recruiting UNFCCC staff (from the posting of the vacancy announcement on the UNFCCC website to the notification of the selected candidate) is four months. Of the 23 posts advertised in the first six months of 2015, a total of 10 were due for completion. Five have been completed during the reporting period. The delays in the other cases were largely due to more rigorous technical assessments being undertaken
Staff are provided with adequate training and development opportunities enabling them to achieve their full potential at work	The percentage of training costs versus total staff costs	A total of 2.61 per cent of the total staff costs were costs of staff training as at 30 June 2015

Objective 3: to provide travel, procurement and general services that respond adequately to the needs of Parties and the secretariat (Article 8, paragraph 2(f), of the Convention and Article 14, paragraph 2, of the Kyoto Protocol)

<i>Expected result(s)</i>	<i>Performance indicator(s)</i>	<i>Performance data</i>
The travel of delegates and staff to official meetings is arranged effectively and efficiently	The proportion of participants attending meetings versus nominations	86 per cent of nominated participants attended meetings (3,819 of 4,437)
The procurement of goods and services is carried out in a cost-effective and efficient manner in accordance with United Nations regulations and rules and with UNFCCC policies	The percentage of procurement cases processed within established time frames	98.5 per cent of procurement cases were processed within the established time frames (1,050 of 1,066)

^a Unless otherwise stated, expected results relate to work both under the Convention and under the Kyoto Protocol.